

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

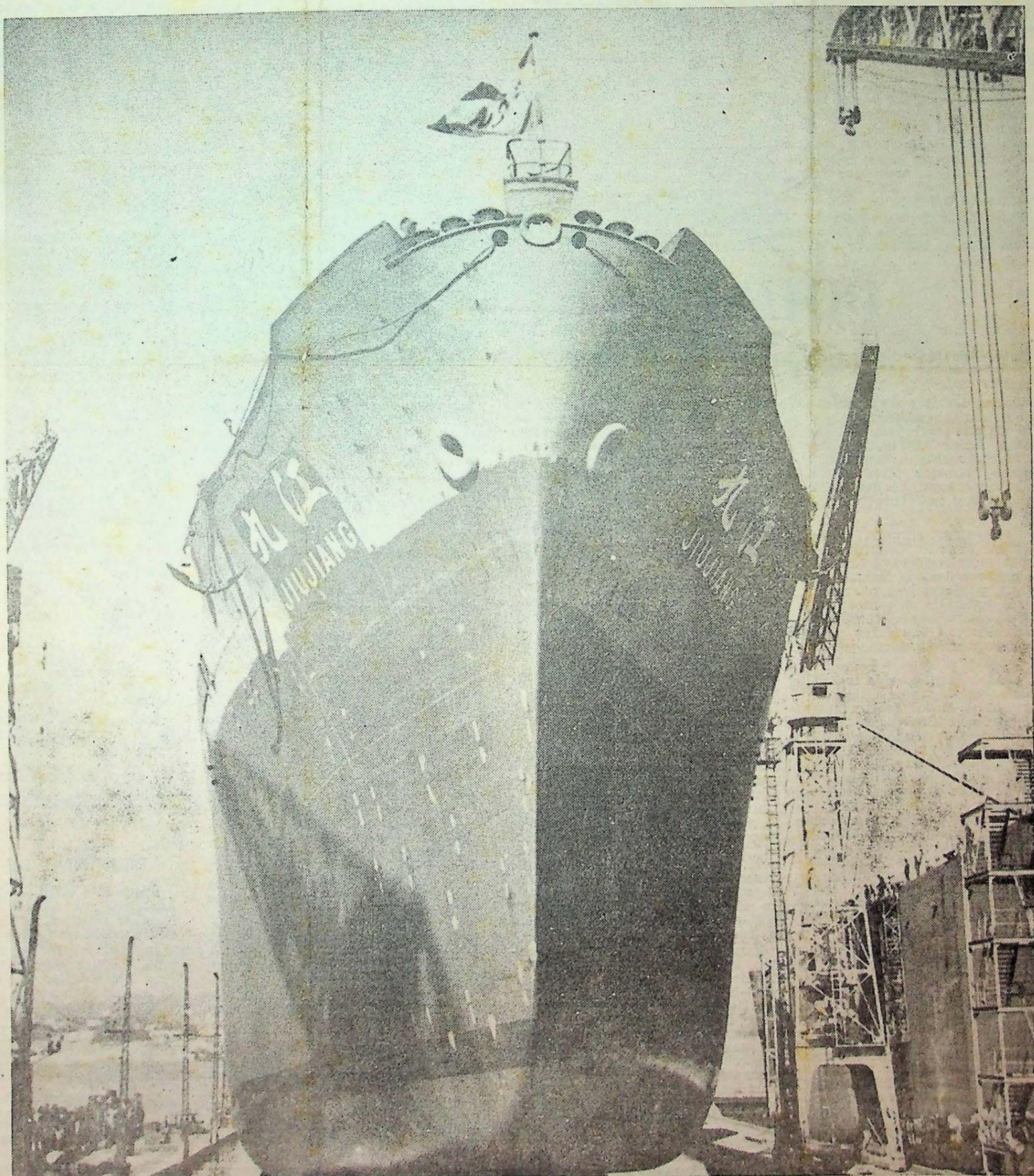
UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 276. — 5 MARS 1966

LES CRISES SOCIALES SE MULTIPLIENT

- *Chantiers navals*
- *Haut-Rhin*
- *Le Creusot*
- *Nord - Pas-de-Calais*



(Photo Agip.)

NORD - PAS-DE-CALAIS : ELECTIONS

LILLE

● Election cantonale partielle

Le canton de Lille-Sud est entièrement inclus dans la ville de Lille, dont il représente le quart de la population.

Le scrutin de ballottage du 27 février 1966 a donné les résultats suivants :

- Inscrits : 26.924 ;
- Votants : 11.947 ;
- Suffrages exprimés : 11.555.

Ont obtenu :

— Edouard Derieppe, S.F.I.O. et Fédération de la Gauche démocrate et socialiste : 6.360 voix (55,04 %) : élu ;

— Robert Valbrun, Union gaulliste (U.N.R.) : 5.195 voix (44,96 %).

Au premier tour, les candidats de gauche (S.F.I.O., P.C.F. et P.S.U.) avaient obtenu 54,5 % des suffrages contre 53,2 % en 1964.

Analyse des résultats :

1°) Le nombre des abstentions (55,5 %) a diminué par rapport au premier tour (60 %), mais reste très élevé (44 % en 1964). Il est dû, pour une part, à la dépolitisation voulue par le Pouvoir ;

2°) L'U.N.R. a bénéficié de la tétalité des suffrages du docteur Lernout, M.R.P., candidat du centre démocrate (Lecanuet). Celui-ci s'était retiré purement et simplement de la compétition ;

3°) Maurice Schumann, M.R.P., ancien ministre, électeur dans la circonscription, avait annoncé par un communiqué à la presse qu'il voterait pour le candidat U.N.R. ;

4°) L'Union de la Gauche s'est réalignée et a produit ses effets. A l'issue du premier tour, le P.S.U. a proposé

à la S.F.I.O. et au P.C.F. un accord sous la forme d'une déclaration commune des trois candidats de gauche.

L'entrevue des trois partis eut lieu en trois temps, deux partis à la fois, le P.C.F. ayant proposé aussi la déclaration commune. Mais la S.F.I.O. estima qu'une telle déclaration n'était pas opportune.

Cependant, d'un commun accord, les affiches de désistement du P.C.F. et du P.S.U. furent apposées non seulement sur les panneaux de ces partis, mais aussi sur le panneau du candidat S.F.I.O. devenu le candidat de toute la gauche.

L'unité, si difficile à réaliser dans le Nord, a donc progressé et cela, grâce à l'action persévérante du P.S.U. et grâce à notre candidate Françoise Pelcé-Boudon, par ailleurs militante du Secours populaire français où elle a des responsabilités jusqu'au plan national. Des contacts ont eu lieu qui préparent les actions communes futures.

Déjà l'U.N.R. est battue dans un canton où de Gaulle obtint la majorité absolue lors du premier tour du 5 décembre.

Et le progrès de la gauche par rapport à mars 1964 est obtenu à 60 % grâce à l'augmentation des suffrages du P.S.U. qui, parti des 2 % de l'U.G.S. voici environ dix ans, a maintenant dépassé les 5 %. Les journaux de toutes tendances ont parlé du P.S.U. et ont publié régulièrement ses communiqués.

Camarades du Nord, l'action unitaire paie.

Tous à l'action pour le triomphe de l'Unité socialiste !

DOUAI

● Elections municipales du 6 mars

La réduction des activités d'extraction du charbon (1), commencée il y a plus de dix ans par l'ouest du Bassin, touche aujourd'hui le Douaisis. Seule la fosse alimentant directement le complexe chimique privé de la Grande-Paroisse (contrôlé par l'Air Liquide) doit être maintenue en activité.

Cette réduction survient alors qu'on licencie dans le bâtiment (200 licenciés le mois dernier), qu'on réduit les horaires dans la métallurgie (chez Lech, par exemple) ou qu'on ferme une usine de mécanique de précision comme Ehl-Latic, et que les investissements des Houillères pour la carbo-chimie n'intéressent pas le Douaisis.

Ainsi, petit à petit, le vide se fait autour de l'Arbel, la grosse entreprise métallurgique de Douai qui travaille en particulier pour Citroën, et fabrique toutes sortes de wagons métalliques. Cette entreprise, qui doit passer sous contrôle de Schneider à brève échéance, pourra alors disposer du réservoir de main-d'œuvre dont elle a besoin. Dans ce vaste projet, il est d'ailleurs permis de s'inquiéter du rôle joué par certains des administrateurs des Houillères. Nous savons bien que le projet visant à laisser inonder la zone marécageuse du Bassin compte bien des partisans dans le patronat nordiste. Y en aurait-il également parmi les responsables du secteur public ?

En mars dernier, ce climat, moins lourd qu'aujourd'hui, avait déjà soutenu la campagne pour les municipales. A Douai, la majorité U.N.R. sortante, renforcée par des socialistes dissidents, ne l'avait emporté que par 22 voix de majorité. Mais le tribunal administratif de Lille a annulé cette élection, 35 dossiers de vote par correspondance ayant été signés par un employé municipal (on avait même

voulu faire passer pour illettré un ancien typographe !), pratiques que les invalidés présentent aujourd'hui pudiquement comme de simples « erreurs » administratives.

La liste invalidée, rassemblant toute la droite gaulliste et non-gaulliste sous la direction d'un socialiste dissident, bénéficiait et bénéficie toujours du soutien actif de l'administration des Houillères et du grand patron de l'Arbel, M. Dubertret. Elle prétend qu'il n'y a pas de problèmes économiques à Douai, alors qu'en fait aucun emploi n'y est créé et que l'on a évalué, pour la mise au point d'un P.M.E. (programme de modernisation et d'équipement), à 12.000 le nombre d'emplois à créer avant 1978 dans l'agglomération douaisienne, dont 6.000 avant 1970. Parmi eux, il faudra 2.800 emplois féminins avant 1970 et 2.000 de 1970 à 1978.

Le problème du logement n'est pas moindre. En premier lieu, 12 p. 100 des gens ayant leur emploi dans le « P.M.E. de Douai » n'y résident pas, alors que pour les agglomérations françaises de plus de 100.000 habitants ce taux est de 9 p. 100. On ne peut s'empêcher de penser que le manque de logement est, au moins en partie, responsable de ce taux élevé. En second lieu, 8.000 à 9.000 personnes arriveront à l'âge du mariage avant 1970, et 6.000 à 7.000 entre 1970 et 1978. Ce n'est pas en 1970 qu'il faudra se poser la question de leur logement !

Quant aux problèmes de scolarisation, ils ne sont pas aussi aigus à Douai que dans le reste de la région Nord-Pas-de-Calais, peut-être parce que Douai fut, jusqu'à la fin du 19^e siècle, le siège de l'Université. Et par rapport aux grandes agglomérations de province, Douai occupe un rang honorable pour l'enseignement technique long, tant pour les filles que pour les garçons. Mais cela ne suffit pas pour compenser le retard en ce qui concerne l'enseignement général long. Les jeunes Douaisiens quittent donc l'école plus tôt que leurs camarades des autres grandes agglomérations : les garçons presque toujours pour prendre un emploi qui sera alors nécessairement moins qualifié ; en revanche, pour les filles de 16 ans par exemple, une sur trois des 41 p. 100 d'entre elles qui ont déjà quitté l'école (contre 37 p. 100 pour la Fran-

ce entière) restera « à la maison » sans emploi rémunéré, et combien, parmi les 24 p. 100 qui suivent un enseignement technique court, ne fréquenteront en fait qu'une école ménagère ?

Ce sont tous ces problèmes qui serviront de toile de fond à l'élection du 6 mars prochain. A la liste invalidée s'opposera la liste de gauche dite d'Union démocratique pour le Renouveau et l'Expansion de Douai, et qui groupe P.C., S.F.I.O., radicaux-socialistes et P.S.U. Elle a à sa tête le président de la caisse de Sécurité sociale, Messène, et nos camarades R. Parpaite et J. Streiff y figurent au nom du P.S.U.

En mars 1965, cette liste, alors em-

menée par R. Canivez, ancien maire S.F.I.O. de Douai, avait obtenu le meilleur résultat jamais atteint par la gauche à Douai. Depuis lors, la situation économique s'est assombrie encore un peu plus, et les problèmes sont devenus plus brûlants. Ce sera donc devenu d'une municipalité de gauche, largement représentative des aspirations des travailleurs, de les aborder de front. Les candidats de la liste d'Union démocratique sont décidés à le faire, et méritent la confiance des électeurs douaisiens. Un nouveau coup sera ainsi porté, par la gauche unie, aux gaullistes et à leurs alliés.

(1) Voir « T.S. », n° 238 du 30 avril 1965.

RADIO : LE CAS GEORGES FILLIQUOUD

Mercredi 16 février, le « Comité Jean Vilar pour une candidature unique de la gauche », qui s'était constitué à l'occasion de l'élection présidentielle, décidait de se transformer en « Mouvement national pour l'union des gauches » et publiait un appel où l'on pouvait lire notamment : « De l'union, du commun mot d'ordre, de l'action commune nait aussi une dynamique. La destruction du pouvoir personnel, la lutte pour l'efficacité du gouvernement républicain, la démocratisation accélérée du statut politique économique et culturel de la nation, et par là même une transformation profonde des structures sociales ne peuvent être obtenues qu'à ce prix. »

Cet appel était signé par plus de deux cents personnes : écrivains, peintres, compositeurs, dessinateurs, comédiens, cinéastes, metteurs en scène, avocats, magistrats, syndicalistes, universitaires et journalistes parmi lesquels Georges Fillioud.

Trois jours après avoir signé l'appel du « Mouvement national pour l'union des gauches », Georges Fillioud était suspendu d'antenne sur ordre du directeur général, M. Maurice Siégl.

Que reproche-t-on à Georges Fillioud ? La direction d'Europe n° 1 estime qu'il s'agit « d'une affaire de règle professionnelle » n'ayant « aucun caractère politique » et que la prise de position de Georges Fillioud

« Le secrétariat national du P.S.U. s'associe aux protestations de nos camarades de la section O.R.T.F. et des rédacteurs de T.S. contre une mesure qui met en cause la liberté d'expression d'un journaliste, en dehors de son travail. »

entache la neutralité politique dont se réclame la station.

Cette interprétation de la direction d'Europe n° 1 est inacceptable : Georges Fillioud est journaliste et, à ce titre, il ne doit pas exprimer une opinion dont « l'expression publique porte atteinte aux intérêts de l'entreprise » (convention collective 1956, article 3).

Mais Georges Fillioud est aussi un citoyen à part entière, qui a le droit absolu d'exprimer une opinion personnelle dès lors qu'il ne fait aucune référence à l'entreprise où il travaille, comme ce fut le cas pour le manifeste en question. Georges Fillioud n'a donc commis aucune faute professionnelle et toute sanction prise à son égard est « abusive et sans fondement juridique » comme l'affirme dans un communiqué la délégation intersyndicale permanente des journalistes (S.N.J., C.G.T., C.F.D.T., F.O.).

En fait, la décision de la direction d'Europe n° 1 n'est pas motivée par des raisons d'ordre professionnel, c'est une décision politique. En sanctionnant Georges Fillioud, c'est moins le journaliste que l'on vise que l'homme de gauche.

La rédaction de Tribune Socialiste, unanime, exprime son soutien fraternel à Georges Fillioud et son indignation devant une mesure qui, sous le couvert d'une sanction professionnelle, est en fait une atteinte portée à la liberté d'expression de l'individu.

T. S.

DU DELIT D'OPINION

Je me souviens avoir écrit en décembre 1965 à Jean-Marie Domenach, directeur de la revue Esprit (qu'il me pardonne d'évoquer ici le recours nécessaire à une correspondance privée) pour lui faire part du regret avec lequel j'avais pris connaissance d'un article publié par lui dans « Le Monde » à l'occasion des élections

Dans cet article, J.-M. Domenach, après avoir scrupuleusement pesé le

« pour et le contre » de l'action du président de la République lors de son premier septennat, concluait en déclarant qu'en toute conscience il serait sans doute conduit à voter « blanc ».

J.-M. Domenach répondit fort courtoisement à ma lettre. Tout en ne restant pas insensible à certains des arguments que j'avais pu faire valoir à ses yeux, il n'en restait pas moins sur sa position.

Peu de semaines après la reconduction pour sept années du régime né du 13 mai 1958, conviendra-t-il qu'un certain nombre d'événements très inquiétants imposent à la gauche, de tout faire pour gagner la prochaine bataille ?

En deux mois à peine nous découvrons :

— l'affreuse affaire Ben Barka et ses implications françaises qui, comme l'écrit Maurice Clavel lui-même, dans son courageux article paru le 26 février dans « Combat », dépassent « le vulgaire et le subalterne » ;

— l'affaire Casamayor à travers laquelle réapparaît, en France, la redoutable notion de « délit d'opinion ». (Dans cette affaire, et cet acte d'honneur, J.-M. Domenach a été le promoteur de la campagne de protestation en faveur du juge Fuster) ;

— l'interdiction à l'antenne d'Europe n° 1 de Georges Fillioud, rédacteur en chef adjoint de ce poste périphérique. L'intéressé a commenté lui-même en ces termes la sanction qui l'a frappé : « Aucun reproche professionnel ne m'a été fait lors de la signification de mon interdiction à l'antenne. Si j'ai été l'objet d'une sanction disciplinaire, c'est seulement en raison des positions politiques affirmées à l'extérieur, hors de l'exercice de mes fonctions de journaliste ?

Est-ce donc à dire qu'en France un juge, un journaliste, un fonctionnaire, n'auront plus le droit, en tant que citoyens et en dehors de toute confusion volontairement hypocrite avec les obligations résultant de l'exercice de leur charge ou de leur profession, d'émettre leur opinion d'homme libre ?

Le temps n'est plus pour aucun homme de gauche de s'abstenir, de peser le caractère plus ou moins engagé de tel ou tel de ses partenaires naturels.

Devant de telles menaces le devoir de chacun est d'abord de s'unir pour faire front.

André Villeveille.

(Section d'entreprise de l'O.R.T.F.)

REUNIONS DU PARTI

Vendredi 4 mars. — VALENCE. — Au C.E.S. : « L'organisation et le fonctionnement de la Justice et de la Police en France », avec Pierre Stibbe.

Samedi 5 mars. — 21 h. : Foyer familial de Brunoy (près de la gare). — Jean-Marie Vincent traitera des structures de classe de la société capitaliste.

Dimanche 6 mars. — A partir de 10 h, salle Carteret, Reims, journée de discussion sur les problèmes municipaux avec la participation de Roger Beaunez.

Lundi 7 mars, à Bergerac, et mardi 8 mars, à Périgueux. — C.E.S. Dordogne. Conférence-débat animé par Jean-François Kesler avec des médécins syndicalistes et des élus ouvriers de la Sécurité sociale.

Samedi 5 mars, à partir de 19 h, et dimanche 6 mars. — Paris, 18^e section. — Rencontre débat sur les problèmes économiques. Rendez-vous : L. Roger, 2, rue Custine, Paris (18^e). Métro Château-Rouge.

Naissance

Nous apprenons la naissance de Cécile Faivre-Surmon, deuxième enfant de notre dévoué camarade Faivre, de la Fédération du Nord.

Nous lui adressons nos meilleurs vœux de bonheur.

POUR ÉLARGIR LE FRONT SOCIAL

Les travailleurs n'entendent pas faire les frais de la stabilité. Inéquitable à court terme, imprévoyante à long terme, la politique sociale du régime récolte ce qu'elle a semé.

Le développement des mouvements sociaux est inégal. La crise des chantiers navals, le malaise persistant du secteur public, les licenciements et les réductions d'horaire dans la métallurgie parisienne, ont donné naissance à une série d'actions revendicatives qui commencent à s'élargir et à se coordonner.

Toutes ces actions sont le reflet d'un mécontentement profond. Celui-ci ne date pas d'aujourd'hui. Le plan de stabilisation et le malaise agricole ont été pour beaucoup dans le ballottage du 5 décembre. Mais le mécontentement s'exprime aujourd'hui dans un nouveau contexte politique. Le recul électoral subi par le gaullisme, le développement d'un courant unitaire à l'intérieur de la gauche ont accéléré le processus. Les travailleurs et leurs organisations ont repris confiance : le régime et son chef ne sont pas invulnérables.

Autre conséquence d'une modification du climat politique : l'accord confédéral conclu entre la C.G.T. et la C.F.D.T. témoigne, sur le plan syndical, des progrès de l'unité d'action et contribue à la renforcer. Force Ouvrière n'y est pas insensible et nombre de ses syndicats s'engagent, eux aussi, dans des actions intersyndicales. Il n'est d'ailleurs pas impossible que le refus opposé par le gouvernement à tout dialogue sincère dans les entreprises nationalisées entraîne cette centrale à provoquer des mouvements de plus grande envergure.

Pour une coordination dans le secteur public et parapublic, le rôle de la F.E.N. peut être décisif dans les prochaines semaines ; la puissante organisation des enseignants ne renonce pas au front syndical uni dans la fonction publique et l'on peut considérer que les circonstances actuelles y sont favorables.

Au lendemain du scrutin présidentiel, les thuriféraires du régime avaient crié sur tous les tons « qu'on allait voir ce qu'on allait voir ». L'An I du second septennat serait l'année sociale promise, mais non réalisée sous le précédent. M. Debré était là pour ça. C'en était fini de la politique conservatrice de M. Giscard d'Estaing.

On sait ce qu'il en est advenu. La montagne a péniblement accouché d'une souris. Les salaires demeurent sévèrement contrôlés. Rien de consistant pour les familles. Peu de chose pour les travailleurs de l'Etat et assimilés alors que la politique des revenus exige, à tout le moins, que le « rattrapage » soit assuré. Pratiquement rien en ce qui concerne la reconversion des secteurs en difficulté. Quelques crédits seront débloqués ici et là, mais aucune politique d'ensemble n'est envisagée.

Les grandes réformes annoncées « sur la participation des salariés à l'autofinancement des entreprises » sont renvoyées à plus tard, si jamais l'on y a songé sérieusement. Il n'est toujours pas question de promouvoir une véritable réforme fiscale. Les revenus les plus modestes continueront à subir les effets d'un système qui opère

une ponction, d'année en année plus lourde, sur leur pouvoir d'achat.

En résumé, le plan Debré — si plan il y a — s'inscrit parfaitement dans la ligne suivie par son prédécesseur.

Pour les travailleurs payés au S.M.I.G., une augmentation dérisoire qui ressemble à une provocation : 2,12 % de plus, soit trois centimes par jour.

Pour relancer les investissements privés, un cadeau de 40 milliards d'anciens francs aux entreprises sous la forme de dégrèvements fiscaux.

Deux poids, deux mesures, selon qu'il s'agit des salariés ou du patronat. La hausse des salaires doit rester en deçà de la hausse des profits qui demeure le moteur de l'économie.

Il faut une génération, a dit Debré, pour construire la justice sociale. Les salariés, comme les agriculteurs, n'ont qu'à patienter.

On comprend que la déception ait été amère. Elle a aussi pour effet de mieux faire comprendre à l'opinion le caractère réactionnaire de la politique gaulliste. Les dernières grèves, y compris celle du métro, n'étaient pas impopulaires. C'est un signe.

D'un côté, en effet, on assure que le Trésor est à l'aise, les réserves d'or et de devises très élevées. De l'autre, on se refuse à la moindre ouverture sociale.

par **Pierre BEREGOVY**

L'opinion sent que le régime ne renonce pas à la politique néo-libérale caractérisée par le plan de stabilisation. Les mécanismes naturels doivent jouer à plein. Les concentrations capitalistes sont à l'ordre du jour. Réalisées sous la seule règle du profit, elles ne seront pas sans poser de multiples problèmes sociaux dont le Pouvoir n'entend pas se soucier autrement que sous la pression des faits.

La « déplanification » chère à M. Giscard d'Estaing sera poursuivie. Plus que jamais, le secteur privé, imbriqué dans l'appareil de l'Etat, dominera l'orientation de l'économie française. Cela signifie que « l'expansion dans la stabilité » continuera d'exiger son matelas de chômeurs (1) pour freiner les hausses de salaires et limiter la consommation intérieure. On évite ainsi de s'attaquer aux rentes de situation et aux spéculations de toute sorte qui sont à l'origine de l'inflation.

Mais il ne suffit pas de dénoncer la politique du Pouvoir. Il faut lui en opposer une autre. Les travailleurs en lutte en ressentent la nécessité. La mise en condition de l'opinion par la propagande gouvernementale en souligne l'urgence.

Pour élargir le Front social, nous devons montrer à l'opinion qu'une autre politique est non seulement nécessaire mais possible. En opposant son projet de contre-plan au V^e Plan gaulliste, le P.S.U. a tracé la voie à suivre. Le contenu et les objectifs alors proposés peuvent être discutés. La méthode demeure la bonne.

A cet égard, il est vain d'opposer les revendications quotidiennes sur tel ou tel

point, salaires ou durée du travail par exemple, à un accord global sur la politique économique, sous prétexte qu'il est plus difficile à réaliser.

En réalité, les deux termes sont inséparables. D'ailleurs, les travailleurs savent bien que le problème des salaires ne saurait être isolé du contexte économique. Si ce plan est très souple pour les privilégiés, il est de plus en plus impératif pour les salariés, plus exactement pour le pouvoir d'achat ouvrier comprimé par la hausse des services, des loyers, des impôts.

En outre, les possibilités d'un accord sur le fond sont aujourd'hui plus grandes car il devient difficile d'esquiver le débat. Par exemple, dans le secteur public, les parodies de discussions imposées par la procédure Toutée provoquent un nouveau type de revendications auxquelles il faut répondre : participation syndicale à la détermination des choix économiques, autonomie de gestion du secteur nationalisé.

La coordination des grèves entre progressivement dans les faits. C'est une conséquence du commencement d'unité réalisé sur le terrain politique. Tout recul en ce domaine jouerait le rôle de frein sur le plan syndical. Tout progrès, au contraire, donnera une plus grande vigueur aux luttes sociales.

C'est dire l'importance que revêt la définition d'une politique économique commune à toute la gauche. Il est indispensable d'aller vite et d'être précis : les mouvements sociaux en cours nous imposent de ne pas perdre de temps ; un vague catalogue plus ou moins démagogique ne répondrait aucunement aux exigences de la situation.

Chiffres à l'appui, la démonstration doit être faite qu'une autre politique économique et sociale peut être appliquée. A condition de faire un choix entre les transferts sociaux et les dépenses de prestige, entre la pénalisation des hauts revenus et l'aide aux défavorisés, entre le logement populaire et les constructions de haut luxe. A condition de promouvoir les réformes de structures exigées par la mise en œuvre d'une planification d'inspiration socialiste, démocratique dans le choix de ses objectifs, démocratique dans son élaboration et dans le contrôle de son exécution. A condition de faire la décentralisation régionale avec les syndicats et les collectivités et non sous l'influence des groupes privés. A condition de donner aux travailleurs un pouvoir de contrôle sur le financement des investissements qui doivent être au service du plan et non laissés à la discrétion des intérêts privés.

La question du programme est donc bien au centre des problèmes politiques et sociaux qu'il nous faut résoudre. Les grèves actuelles et les prochaines législatives sont les étapes d'un même combat. Voilà pourquoi le P.S.U. va de nouveau mettre l'accent sur la nécessité de réaliser au plus vite un accord général de la gauche sur un véritable programme d'action gouvernementale. Le mouvement d'unité qui est en train de se développer s'en trouverait consolidé et amplifié.

(1) Le chômage revêt de multiples formes qui sont loin d'être comptabilisées lorsqu'il concerne les jeunes ou les travailleurs âgés.

N'oubliez pas :

- LA CAMPAGNE DES BONS DE SOUTIEN A "TRIBUNE SOCIALISTE"
- LA CAMPAGNE D'ABONNEMENTS ET DE RÉABONNEMENTS

COMMANDEZ LES CARNETS :

54, Bd GARIBALDI - C.C.P. PARIS 5826-65
A NOS DELEGUES FEDERAUX (VOIR LISTE DANS T.S. N° 275)



REPRISE DES LUTTES

On assiste actuellement à une relance de l'action revendicative qui était en sommeil depuis des mois. En tout cas, le front social s'anime à nouveau : non seulement avec les conflits de reconversion (construction navale, manifestations contre Debré, le 18 février à Lyon, à propos des hauts fourneaux de La Chasse, manifestation des mineurs de fer lorrains, le 26 février), mais aussi avec les journées revendicatives du 15 février dans les industries chimiques et du 24 février dans la métallurgie — qui dans l'ensemble furent l'une et l'autre un succès — avec les débrayages dans les P.T.T., les manifestations du 24 février dans le secteur public, la grève des conducteurs de la S.N.C.F. et celle du métro.

Il est bien clair en tout cas que ce ne sont pas les récentes mesures gouvernementales concernant le S.M.I.G. et les allocations familiales (le relèvement de ces dernières n'ayant lieu qu'à partir du 1^{er} août) qui sont de nature à enrayer l'agitation sociale — même si certaines hausses ont été par ailleurs différées, en particulier celle des tarifs de la R.A.T.P.

N'est pas non plus de nature à provoquer l'apaisement la volonté du gouvernement de limiter à 4,20 p. 100 l'augmentation des salaires dans les entreprises nationalisées en 1966, alors que la hausse des prix abaissera en dessous des 3 p. 100 annuels prévus par le V^e Plan l'amélioration du pouvoir d'achat.

C'est ce qui ressort des premiers pourparlers engagés entre les syndicats et les ministres de tutelle au cours de la seconde phase des réunions de la procédure Toutée : celle où l'on doit fixer en principe la masse salariale à distribuer cette année.

Rappelons également l'existence d'un « contentieux » pour 1965 qui est apparue au cours de la première phase de la réunion des commissions, la hausse des prix de près de 1,5 p. 100 supérieure à celle qu'avait prévue le gouvernement annulant en partie les effets des majorations de salaires intervenues. Or il ne semble pas que des compensations soient accordées et il n'est pas impossible qu'une rupture des

pourparlers se produise (par exemple à l'E.G.F. où la fédération C.G.T. n'a accepté de discuter que pour éviter de rompre l'unité d'action avec les autres syndicats).

Il faut remarquer toutefois que les organisations syndicales ne sont pas unanimes sur la tactique à suivre, Force Ouvrière ayant tendance à faire cavalier seul aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé (encore que certaines fédérations d'industrie aient participé aux récentes actions communes).

On sait que F.O. accepte de discuter avec le C.N.P.F. sans la présence de la C.G.T. alors que la C.F.D.T. demande que les représentants de la centrale de la rue La Fayette participent aux entretiens. C'est ainsi que Benoît Frachon et Eugène Descamps viennent d'adresser une lettre identique au président du C.N.P.F. rappelant leur « position très nette en ce qui concerne la présence dans d'éventuelles négociations, de l'ensemble des confédérations représentatives C.G.T., C.F.D.T. et C.G.T.-F.O. ». Les deux leaders confédéraux proposent que ces entretiens portent sur la négociation des salaires réels, la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire, la garantie et l'extension des droits syndicaux, l'indemnisation contractuelle du chômage partiel.

Sur un autre plan, les comités d'action C.G.T. et C.F.D.T. des secteurs public et nationalisé s'efforcent de faire monter la température. Et si la journée du 24 février a été marquée seulement par des manifestations et des pétitions, il y a eu pendant trois jours des débrayages dans les P.T.T. à l'appel des deux organisations. L'objectif mis en avant par les syndicats était la semaine en cinq jours, une première étape étant la suppression du travail du samedi après-midi.

L'aménagement des horaires de travail servait également de base au mouvement des conducteurs de la S.N.C.F., de même que l'amélioration des conditions de travail est mise en avant par les syndicats du métro quasi unanimes le 1^{er} mars.

A noter qu'en dépit de l'accord inter-

veau entre les confédérations, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des cheminots n'ont pu s'entendre pour une action commune des agents de conduite. La C.G.T., qui est de loin la plus puissante dans cette catégorie, a lancé seule le mouvement (alors que la C.F.D.T. proposait que les conducteurs débraient tous les dimanches de mars). Quant à la fédération F.O., elle est contre toute action catégorielle.

D'une façon générale, les fédérations F.O. du secteur nationalisé estiment « particulièrement stérile toute manifestation partielle qui ne ferait que dissimuler un refus d'agir de manière efficace ».

Elles préconisent des grèves successives dans les différents secteurs relevant de l'Etat-patron. Cette tactique, qui aurait l'avantage d'éviter de faire supporter tout le poids de la lutte à une seule corporation — comme ce fut le cas au moment de la grève des mineurs — n'en apparaît pas moins très difficile à mettre au point en raison du nombre des professions et des organisations syndicales concernées.

Notons que pour leur part les fonctionnaires F.O. et la F.E.N. déclarent vouloir juger le gouvernement à ses actes et se refuser à rompre prématurément le dialogue.

Mais un dialogue véritable est-il possible avec un Etat qui fait preuve d'autoritarisme à l'égard des salariés qu'il tient sous sa coupe, alors qu'il se contente d'une planification indicative de l'ensemble de l'économie et se montre relativement libéral à l'égard du patronat (avoir fiscal, assouplissement du contrôle des prix) ?

Dans la négative, il appartient aux syndicats et aux partis de gauche d'apporter une réponse globale à la politique du gouvernement, en élaborant et en soutenant une autre politique.

Et dans l'immédiat, il s'agit de savoir si grèves et manifestations n'auront qu'une valeur symbolique ou si auront lieu dans certains secteurs des mouvements d'envergure seuls susceptibles de faire reculer le Pouvoir.

Maurice Combes.



Une concentration et ses conséquences sociales

Le groupe Gillet vient de prendre le contrôle en Alsace de l'une des usines d'impression sur tissu les plus modernes d'Europe. L'usine de Pfastatt-Château emploie 1.600 personnes. Héritière des premières manufactures d'indienne du début du siècle dernier dans la région de Mulhouse, elle était contrôlée, jusqu'à un passé récent, par le capital régional. En 1963, l'usine Schaffer et Cie, qui en détenait les capitaux, a fusionné avec une partie du groupe Gillet Thaon pour constituer une association (TIVAL) dont chaque partenaire détient 50 p. 100 du capital. Tival exploitait plusieurs usines en Alsace et dans les Vosges. L'association n'a duré que trois ans. Les deux sociétés viennent de divorcer. Dans l'opération, le groupe Gillet devient seul propriétaire des deux usines les plus importantes : Thaon et Pfastatt. Mais le mode d'appropriation n'est pas simple. Le groupe Gillet contrôle par sa holding (Pricel) Texunion dont Pricel détient 73 p. 100 du capital et Texunion est propriétaire de la Société Nouvelle d'Impression de Pfastatt (S.N.I.P.).

Le droit syndical violé

Dès la prise en main de l'usine, la nouvelle direction a décrété que la représentation du personnel n'était plus assurée et qu'il fallait procéder à de nouvelles élections du Comité d'entreprise et des délégués du personnel. Les syndicats (sauf la C.G.C.) s'opposent aux élections. Le mandat des membres du Comité d'entreprise de l'usine n'arrive, en effet, à échéance qu'en janvier 1967. Pourquoi y aurait-il des élections alors que la S.N.I.P. prend la succession de Tival ?

Qu'à cela ne tienne, la direction, ne répondant même pas aux délégués et à leur demande, ne convoque pas le Comité d'entreprise.

Les complicités ministérielles et administratives

Les syndicats, devant la carence de la direction s'adressent à l'inspecteur du travail qui est habilité à convoquer le Comité d'entreprise en cas de refus du patron. Celui-ci reporte sa décision de délai en délai puis, ayant reçu du ministère une « couverture » inexplicable, refuse de convoquer le Comité. Les syndicats s'adressent alors à la Direction départementale de la Main-d'œuvre qui obtient, elle, du ministère, un mandat pour s'occuper de l'affaire. Mais voilà qu'au moment de trancher et alors qu'il constatait une violation de la loi, le directeur départemental de la Main-d'œuvre se trouve lui-même dessaisi de l'affaire au profit... de l'inspecteur divisionnaire de

Strasbourg. Celui-ci, au lieu de convoquer le Comité d'entreprise, procède à la mise en place d'une Commission d'arbitrage.

Elimination d'un délégué syndical

C'est là que tout devient clair, car ladite Commission doit trancher d'un litige entre Tival et la S.N.I.P. Il s'avère que la S.N.I.P. ne veut pas reprendre certains délégués. L'un d'eux assumait la fonction de secrétaire du Comité central d'entreprise pour lequel il était désigné par le Comité d'établissement de Pfastatt. Il assume par ailleurs la responsabilité de secrétaire général de la Fédération textile C.F.D.T. La S.N.I.P. prétend alors que par sa fonction de secrétaire du Comité central d'entreprise, le délégué en question faisait partie du personnel de la direction générale de la S.N.I.P. et non de l'usine. Le 31 janvier, la S.N.I.P. refuse de le payer. Tival, de son côté, fait de même. Il n'y a pas à vrai dire de licenciement, mais le salaire n'est plus versé.

Légalement, le cas devrait être soumis à l'examen du Comité d'entreprise que la nouvelle direction refuse de réunir. Pendant ce temps, l'Inspection du travail refuse toujours d'intervenir à tous les niveaux et se fait complice du patronat pour violer la loi et, en toute quiétude, le droit syndical.

Cela ne se passe-t-il pas dans une région où l'U.N.R. peut dormir — du moins, elle le pense — tranquillement sur ses lauriers depuis l'élection présidentielle ? C'est un coup de bâton aux syndicats qui ont osé appeler à voter contre de Gaulle.

Le régime en cause

Mais les travailleurs ne se laisseront pas faire. Par deux fois déjà le personnel a débrayé pour protester contre cette violation de la loi et des libertés syndicales. La lutte se poursuit. Alors le député U.N.R. s'inquiète et se propose, dans sa candeur, pour régler le cas. Il oublie simplement que ce n'est pas un cas unique, que la répression antisyndicale est rattachée à l'exercice du droit patronal, que le despotisme dans l'entreprise est une des caractéristiques aussi bien du capitalisme que de son frère jumeau le néo-capitalisme, que la politique de concentration d'entreprise préconisée par le V^e Plan aura pour conséquence l'aliénation de la loi sur les comités d'entreprise.

C'est le régime qu'il faut changer ! Un député U.N.R. ou un sénateur M.R.P., par surcroît, peut l'oublier mais les travailleurs doivent s'en souvenir.

La commission exécutive du P.S.U. du Haut-Rhin.

DERNIERE MINUTE. — Les protestations des syndicats du Haut-Rhin, des élus locaux, départementaux et aussi des députés du Haut-Rhin, tous U.N.R. — ces derniers n'ayant pas pu ne pas tenir compte du « climat social » — ont amené le gouvernement à faire quelques concessions pour certains cantons qui ont été classés en zone II. Par contre, d'autres ont été sacrifiés. Le maire de Colmar, M. Rey (M.R.P.), vice-président du Conseil général, président de l'Association des maires du Haut-Rhin, a tenu une conférence de presse, vendredi après-midi, à Colmar. Il a notamment signalé que, seulement pour la région de Colmar quelque 900 personnes sont obligées, quotidiennement, d'aller travailler en Allemagne. Cette année, 1.200 élèves du lycée technique et d'autres établissements scolaires de Colmar seront en quête d'emploi. *Aucun n'a été créé jusqu'à présent.* Dans le Haut-Rhin, en 1962, il y avait 7.503 frontaliers, à la fin de 1965 il y en avait 11.946. Dans ces conditions, soulignant « la méconnaissance totale par le gouvernement de l'économie du Haut-Rhin », le maire de Colmar envisage de « faire organiser » un grand meeting de protestation lors de la venue de M. Debré dans le Haut-Rhin. Un seul mot d'ordre : unité d'action syndicaliste, unité totale de la gauche, programme commun, contrat du gouvernement.

L. F.

Des promesses... des promesses !

Le 28 octobre 1965, « Tribune Socialiste » relatait la manifestation syndicale de Mulhouse, organisée en signe de protestation contre l'incurie gouvernementale en regard de la situation économique du Haut-Rhin, situation qui ne s'est pas améliorée.

Un rapport

Le ministre de l'Industrie avait pris la « décision » de... déléguer, sur place, son directeur de cabinet pour effectuer une enquête auprès « des responsables » de l'économie du Haut-Rhin. M. Gardellini vint, « enquête », rédigea un rapport. Il annonça les propositions retenues.

Les désillusions

Mais voilà, les promesses faites par M. Gardellini et son ministre n'ont pas été retenues. Le gouvernement a fait savoir par l'intermédiaire de « son » préfet que les demandes

nous P.S.U., distribué un tract dans lequel nous écrivions : « Le P.S.U. a toujours défendu avec acharnement le principe de l'unité d'action des forces populaires ; il se félicite, par conséquent, de la manifestation. MAIS CETTE UNITE NE PEUT SE LIMITER A UNE MOBILISATION PROVISOIRE D'UNE DEMI-JOURNEE. » Et nous rappelions : « Vous êtes des milliers de travailleurs et de citoyens à qui l'on n'a jamais demandé leur avis sur la conduite de l'entreprise et sur l'avenir de cette région. » La Fédération P.S.U. du Haut-Rhin ajoutait enfin : « La manifestation d'aujourd'hui a été voulue et organisée par les syndicats mais nous pensons que vouloir DISSOCIER L'ECONOMIQUE DU POLITIQUE EST IMPOSSIBLE. La crise du Haut-Rhin, comme toutes les autres, ne peut se résoudre que par une décision politique... Le gouvernement actuel, avec les pouvoirs absolus qu'il détient depuis sept ans y a échoué lamentablement »



(Archives - T. S.)

Des travailleurs à qui on a jamais demandé leur avis.

alsaciennes étaient trop « ambitieuses » et le reclassement proposé, non adopté. Si bien que tant sur le plan des « aides » que sur celui de l'orientation de l'économie, l'Alsace se trouve, une fois de plus, défavorisée.

U.N.R. contre Lecanuet

M. Stoessel, sénateur M.R.P., élu grâce à l'appoint de la S.F.I.O., se dément comme « le diable dans un bénitier ». Il réunit un cartel d'action, demande au député Bourgeois, U.N.R., président du Conseil général du Haut-Rhin, de réunir, d'urgence, cette assemblée, en séance extraordinaire, adresse une lettre à M. Giscard d'Estaing, pardon, à M. Debré (blanc bonnet ou bonnet blanc) et appelle à l'unité d'action : les parlementaires U.N.R., les responsables syndicaux, les organisations professionnelles, etc. M. Vogel, parlant au nom de la C.F.D.T. et répondant à cet appel sur un sénateur M.R.P., a même déclaré vouloir faire à M. Debré, lors de sa visite dans le Haut-Rhin, non point une conduite de Grenoble, mais une réception organisée. Le préfet est sur les dents... Les députés U.N.R., eux, viennent d'adresser une fin de non-recevoir à M. Stoessel. Ils auraient pu lui rappeler que ses amis du M.R.P. ont voté le budget 1966 et le V^e Plan et que, par conséquent... Mais les députés U.N.R. ne pouvaient pas se servir d'une telle argumentation, en ayant fait de même eux aussi !

Un rappel

Ce fameux 28 octobre, jour de manifestation à Mulhouse, nous avions,

L. F.

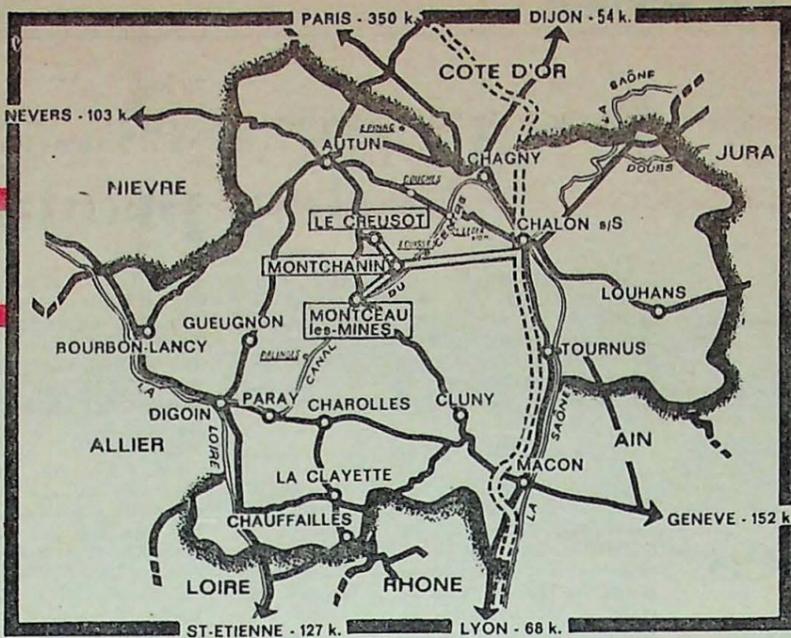
blement et le V^e Plan n'a absolument rien prévu pour notre département. L'action syndicale doit se prolonger PAR UN ENGAGEMENT POLITIQUE. PENSEZ-Y LE 5 DECEMBRE 1965. »

Tu l'as voulu, George Dandin !

Y avez-vous pensé, camarades ouvriers, employés, fonctionnaires, cadres, citoyennes et citoyens de condition modeste ? A Mulhouse, au premier tour, de Gaulle a obtenu 33.580 voix, Mitterrand 11.337 ; au second tour, de Gaulle 40.708 voix, Mitterrand 20.023 voix. Nous n'aurons pas la cruauté de vous dire : alors, camarades ?

Que faire ?

Oui, que faire ? Quand les promesses... Autant en emporte le vent ! Un seul moyen, une seule tactique ! Union des organisations syndicales et politiques se réclamant du socialisme, sans exclusive à gauche, programme établi en commun, contrat de gouvernement. Alors nous pourrions faire une planification véritable, avec l'accord et sous le contrôle de tous les travailleurs, une planification qui tiendra compte des besoins réels, matériels et culturels des masses populaires. Nous pourrions, enfin, renvoyer de Gaulle, ses barbouzes, ses « inconditionnels » et leurs « alliés » à une saine méditation sur les dangers de la mystification du peuple.



depuis 130 ans,

LE

à la

CAPITALISME? Socialisme? Vieilles lunes dépassées, crient très fort beaucoup de bons apôtres depuis quelques décennies.

Que le capitalisme ait changé de visage depuis les temps héroïques de grand-papa, c'est évident. Mais qu'il se soit modifié dans son essence même, non! Son moteur essentiel, pour ne pas dire unique, est et reste le profit. C'est cela qui le sépare radicalement du socialisme que nous voulons construire, ce socialisme dont le moteur doit être l'homme et sa participation responsable à tout ce qui le concerne. Entre une économie au service de l'homme et une économie au service de l'argent, il ne peut y avoir de compromis.

A ceux qui, en période de prospérité (et parce que d'ailleurs ils oublient le sort épouvantable fait aux peuples du tiers monde par l'exploitation capitaliste), pourraient oublier cette évidence fondamentale, nous dédions cette étude de synthèse effectuée par le secrétaire de la section P.S.U. du Creusot avec l'aide de syndicalistes et des sections P.S.U. de Montchanin et du Creusot.

Le « crise » secoue, en effet, le tout-puissant trust Schneider. Il se « restructure » (comme on dit pudiquement) et cela ébranle le triangle industriel de la Saône-et-Loire (Le Creusot, Montchanin, Montceau).

A Montceau, déjà touché par la récession minière, pour la petite usine Jeumont-Schneider, cela s'est traduit par des licenciements et de graves menaces pour l'avenir.

Au Creusot, depuis 1836 fief de la famille Schneider, dans cette cité dont le nom est associé depuis plus d'un siècle à l'énorme ensemble d'usines qui la fait vivre et la domine en même temps, voilà ce que donne une « restructuration capitaliste ».

La cité industrielle de Saône-et-Loire, dont le nom est intimement lié à celui de la famille Schneider, connaît en ce début 1966 une période difficile. La presse locale s'est fait l'interprète de l'inquiétude générale en titrant, fin décembre 1965 :

« Le Creusot est-il à la veille d'une crise? Mille licenciements prévus. — Pas d'assurance d'embauchage pour les jeunes sortant du C.E.T. ».

Qu'en est-il exactement? D'où provient ce malaise? Essayons d'y voir clair.

Une ville pour une « usine »

Nous nous trouvons au Creusot dans le cas type de la mono-industrie voulue et entretenue par le patronat. Depuis plus d'un siècle, la société Schneider et Cie d'abord, puis la S.F.A.C. (Société des Forges et Ateliers du Creusot) ensuite ont fait vivre la population laborieuse de la région sans jamais tolérer la moindre concurrence.

Il est bien évident qu'une telle situation est une menace permanente pour l'économie du secteur creusotin. Que « l'usine » connaisse des difficultés et voilà des centaines et des milliers de familles qui en ressentent le contrecoup.

Crise devant l'Europe

Or, justement, le fait est là : actuellement la S.F.A.C. n'est pas compétitive sur le plan européen. Nous constatons une carence dans le domaine de l'équipement. Le matériel est en partie vétuste, la productivité est faible et la position de l'usine n'est pas brillante face aux concurrents européens. Certaines fabrications se font même à perte. Devant une telle situation, quelle solution propose le patronat?

Au Comité central d'entreprise du 29 décembre 1965, M. Delpech, le directeur, a rappelé « que la S.F.A.C. est obligée d'assurer son équilibre et que, pour y arriver, elle doit pratiquer une politique d'économie. Le chiffre d'affaires par unité d'effectif (c'est-à-dire par ouvrier) est actuellement voisin de 4,5 anciens millions contre 3,75 il y a trois ans. Cette amélioration est encore insuffisante et il est nécessaire d'atteindre rapidement 5 à 5,5 anciens millions par unité. Dans ce but, il est urgent de procéder, d'une part, à des réductions nouvelles des effectifs excédentaires, d'autre part, de mettre en équilibre les fabrications perdantes ou d'y renoncer ».

Dans cette optique, M. Delpech annonce les décisions de principe suivantes :

Au Creusot : une réduction d'effectif de l'ordre de 10 % qui a été étu-

diée avec maintien de la production actuelle (c'est nous qui soulignons).

On voit nettement dans quel sens s'engage la politique patronale : pour soutenir la concurrence, il faut abaisser les prix de revient, donc faire des économies. Un seul moyen : licencier et augmenter la productivité de ceux qui restent, c'est-à-dire accélérer les cadences, mais aussi accroître le pourcentage de rebuts, développer les risques d'accidents, etc. Une fois de plus, le profit passe au premier plan et l'homme fait les frais de l'opération.

Des précisions ont d'ailleurs été apportées courant janvier au sujet des 1.000 licenciements qui doivent s'échelonner sur toute l'année 1966. Dans le compte rendu de la réunion du Comité d'établissement du 27 janvier 1966, on peut lire :

— pour 116 personnes : départ normal en retraite à 65 ans ;

— 500 personnes environ, âgées entre 60 et 65 ans, partiront en retraite anticipée (mais rien ne peut permettre, à ce jour, d'affirmer que ces mises à la retraite anticipée offriront aux intéressés les mêmes avantages que l'an dernier. Il faut attendre les décisions des Pouvoirs publics).

Il reste encore le cas de 400 personnes environ de moins de 60 ans, dont :

— 50 handicapés pourront être reconvertis par la S.F.A.C. après cours de recyclage ;

— 100 à 150 seront susceptibles de suivre des cours de formation accélérée pour être reclassés dans des entreprises de la région, avec l'aide financière du Fonds national de l'emploi (?) ;

— 200 environ pour lesquels rien d'autre n'est prévu que l'aide habituelle aux chômeurs (Assedic et allocations publiques de chômage), sauf l'éventualité de la création d'un atelier protégé pour un certain nombre d'handicapés profonds (ce dont les syndicats doutent).

On voit donc la menace qui pèse sur un nombre important de familles creusotines. A cela s'ajoute la difficulté de trouver du travail pour les jeunes.

C'était prévisible !

Devant une situation aussi alarmante, comment réagissent les intéressés et, au premier plan, les responsables syndicaux? Disons d'abord que la situation actuelle était prévisible depuis plusieurs années. Il suffit de considérer les chiffres des effectifs : en janvier 1962, 12.116 personnes ; en décembre 1965, 10.269 personnes qui se répartissaient ainsi : ingénieurs et cadres, 290 ; mensuels, 2.122 ; ouvriers et ouvrières, 7.857. Fin

1966, si les licenciements prévus ont lieu, il restera environ 9.000 personnes.

Déjà en novembre 1963, un tract de la C.F.T.C. appelait les salariés de la S.F.A.C. à manifester en ville et une motion était remise aux Pouvoirs publics. On y pouvait y lire cette phrase :

« ...Conscients que dans un avenir proche la S.F.A.C. se révélera incapable d'accepter toute la main-d'œuvre disponible du Creusot et des environs, nous rappelons qu'il est de plus en plus urgent d'ouvrir l'accès de la localité à d'autres entreprises... »

Un autre tract de la C.F.D.T. Métallurgie, en date du 9 février dernier, précise avec juste raison les causes du marasme actuel et, là encore, apparaît la lourde responsabilité de la S.F.A.C. Selon ces dirigeants syndicaux, les causes relèvent de plusieurs niveaux :

— la crise nationale dans l'industrie des biens d'équipement, crise consécutive à la fois aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics et à la prudence excessive des industriels en matière d'investissements privés, surtout depuis le plan dit « de stabilisation » ;

— un manque de prévisions face au développement de la concurrence internationale. Pour rattraper le retard pris, le patronat se livre rapidement à des opérations de concentration et de spécialisation, dans l'anarchie de l'économie libérale. Sans étude préalable des problèmes humains que cela comporte ;

— le progrès technique qui permet un développement considérable de la productivité et entraîne des besoins inférieurs en main-d'œuvre, justement à un moment où cette main-d'œuvre est de plus en plus abondante.

— la position de la S.F.A.C., pratiquement seul employeur dans la région du Creusot. La société Schneider, puis la S.F.A.C., en imposant pendant plus d'un siècle sa politique de mono-industrie, a pris une lourde responsabilité.

Un travail pour les hommes

Les syndicalistes C.F.D.T. indiquent ensuite les solutions qui, selon eux, doivent être envisagées pour sortir de cette tragique situation en précisant bien que... « le droit au travail représente beaucoup plus que le salaire qui en découle ; c'est la dignité de chacun qui est en jeu. Les travailleurs ne veulent pas être des « assistés », mais faire vivre leurs familles en travaillant... ». Après avoir rappelé les revendications de la C.F.D.T. sur le plan national (planification démocratique, établissement d'une caisse nationale d'investissements, réduction de la durée hebdomadaire du travail et avancement de l'âge de la retraite), le tract se termine par cette exigence :

« Au plan local : — une véritable prospection des entreprises susceptibles de s'implanter dans cette région ;

— la création d'un organisme officiel local, sous l'égide des Pouvoirs publics, où devront se retrouver les représentants des municipalités de la région, des industriels et des travailleurs. Ce Comité d'expansion du bassin industriel devra animer et contrôler l'expansion économique de la région creusotine. Les travailleurs, qui sont les premiers à subir les conséquences de la crise, veulent être informés de l'évolution de la situation.

Au plan de la S.F.A.C. : — qu'aucune mesure de licenciement ne soit prise avant que soient assurés :

a) pour le personnel de plus de 60 ans des indemnités comparables, sous une forme ou sous une autre, à celles des départs de 1965 ;

b) pour le personnel de moins de 60 ans un reclassement professionnel correct. »

De son côté, la C.G.T., par la voix de ses représentants locaux et départementaux, exprime ses griefs et ses propositions de solution : à la suite d'une déclaration exclusive de M. Delpech dans le Progrès de Lyon, on peut lire dans le même journal sous la plume de M. Vlakos, secrétaire du syndicat C.G.T. au Creusot :

La politique gouvernementale est en cause

« ...Si la situation est inquiétante elle n'est pas surprenante, étant donné qu'elle s'inscrit dans le cadre de la politique actuelle. Les branches de la métallurgie sont plus ou moins touchées, mais toutes le sont. Trop d'investissements productifs ont été sacrifiés pour des dépenses improductives. Il existe également un défaut de planification qui amène une anarchie dans la fabrication depuis le stade des études, ainsi qu'une insuffisance du pouvoir d'achat qui limite la consommation par rapport à la production. La réduction de la durée hebdomadaire du travail devrait s'imposer parallèlement à l'évolution des progrès techniques, ainsi que l'avancement de l'âge de la retraite. En ce qui concerne le plan local, jamais rien n'a été prévu pour faire face à une période critique nécessitant la création de nouveaux emplois ou des reconversions éventuelles.

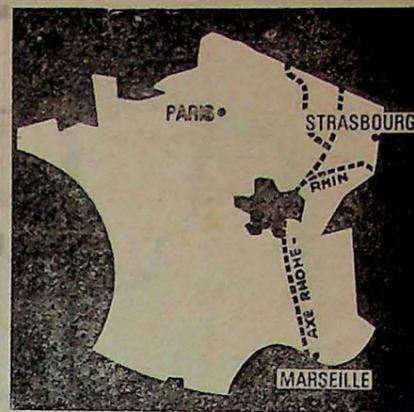
« La C.G.T. déplore que, devant cette situation, la seule solution trouvée par la direction soit de procéder



la famille Schneider y règne

CREUSOT

meille d'une crise



à des licenciements. Enfin, le problème de l'emploi des jeunes reste posé, et les représentants du personnel au Comité d'établissement ont pris nettement position sur l'ensemble des questions concernant la garantie de l'emploi.

Même écho dans le commentaire de M. Laplace, secrétaire de l'Union départementale C.G.T. :

« ...Disons qu'en gros, dit M. Laplace, nous avons deux objectifs de la plus grande importance : éviter le licenciement et assurer le plein emploi des 10.000 salariés de la S.F.A.C.-Creusot. Nous pensons qu'une des solutions pourrait consister dans le fait de ramener tout le personnel à 40 h. Autre solution, c'est celle que nous évoquons depuis longtemps dans tous les secteurs et notamment dans la métallurgie : donner la retraite à 60 ans.

Ajoutons que les responsables C.G.T. du département appartenant à la C.O.D.E.R. (Commission de développement économique régional) ou au Comité d'expansion régionale (MM. Bequet, Marc et Laplace) ont demandé une réunion extraordinaire de ces deux organismes pour étudier la question des licenciements à la S.F.A.C.

On voit donc que la décision patronale a provoqué des réactions vives auprès des organismes syndicaux. Mais c'est également dans les milieux politiques que l'on constate une prise de position nette et rapide. Dès l'annonce de cette vague de licenciements, la section communiste du Creusot proposait aux sections S.F.I.O. et P.S.U. la sortie d'une déclaration commune. Cette déclaration, publiée dans l'Acier (organe mensuel des cel-

lules communistes du Creusot), était diffusée dans la ville à la sortie des usines. Ce texte insiste encore dans le même sens que ceux des syndicats ouvriers. En particulier, il y est dit :

Une déclaration commune P.C.-P.S.U.-S.F.I.O.

« Il faut que le nombre d'emplois soit maintenu à la S.F.A.C., ce qui est parfaitement possible à condition que la population creusotine tout entière agisse pour imposer aux exploiters le respect de l'intérêt général face à leurs égoïstes intérêts privés. Si plusieurs centaines de travailleurs de plus de 60 ans sont mis à la retraite anticipée, il faut :

1) qu'ils bénéficient de conditions au moins égales à celles qui furent obtenues l'an dernier par leurs devanciers (des retraités anciens et futurs étant d'ailleurs bien décidés à lutter avec les actifs pour l'augmentation générale des retraites et pensions si notoirement insuffisantes) ;

2) qu'il soit bien entendu que le grand nombre d'emplois ainsi libérés permettra :

de renoncer aux licenciements prévus « d'handicapés physiques » ou de soi-disant « éléments indisciplinés » ; de faire cesser le scandale du déclassé et du refus d'emploi des jeunes selon la qualification professionnelle acquise au Centre d'enseignement technique ;

ensuite de rouvrir le bureau d'embauche...

Vers un puissant comité de défense

En conclusion, Les sections communiste, socialiste, P.S.U. du Creusot :

— assurent les ouvriers, employés et cadres de la S.F.A.C. menacés d'être privés du droit constitutionnel à l'emploi, de leur solidarité agissante ;

— se déclarent prêtes à soutenir de toutes leurs forces toute initiative des organisations syndicales unies en vue de la constitution rapide d'un large Comité de défense de l'emploi des personnes de la S.F.A.C., seul capable d'imposer le respect du droit à la vie des familles de tous les travailleurs et de défendre efficacement l'avenir économique et sociale de la région du Creusot.

Un message de solidarité chrétienne (catholiques et protestants)

A côté de la prise de position des différents partis de gauche, il est à signaler la distribution dans toutes les églises de la région du Creusot, le dimanche 30 janvier, d'un « Message de solidarité chrétienne à tous les habitants de la région industrielle Le Creusot-Montchanin ». Ce texte, qui porte les signatures du pasteur de l'Eglise réformée et des prêtres de douze paroisses, a eu le mérite de prendre position en faveur des ouvriers. En voici quelques extraits : après avoir rappelé les faits, les signataires se font l'écho de l'inquiétude ouvrière :

« ...L'ensemble des familles ouvrières, insuffisamment informées et sans assez de garanties sur leur avenir, ont le sentiment, malgré l'élévation générale du niveau de vie, d'être manœuvrée sans défense par d'obscurcs forces économiques et des intérêts financiers peu soucieux de l'humain... »

Un peu plus loin, après avoir affirmé avec le Concile « ...que le but fondamental de la production n'est pas simplement l'accroissement de la production. Ce n'est pas davantage le profit, ni la puissance. Mais c'est

le service de l'homme, de l'homme tout entier... de tout homme et de tout groupe humain... »

Le texte du message prend la forme d'un appel à l'action :

« ...C'est donc une erreur et un manque de foi de croire que le destin, l'évolution économique, le règne de l'injustice s'imposent aux hommes sans qu'ils n'y puissent rien. C'est

POUR UN CONTRE-PLAN RÉGIONAL

Ainsi donc, c'est toute la population de la région creusotine qui est maintenant sensibilisée à ce grave problème. Des solutions sont à trouver et les rencontres se multiplient pour essayer d'y voir clair. La municipalité du Creusot (dirigée par le Dr Garnier, U.N.R.) s'est efforcée de contacter les différents syndicats et groupements de la cité pour éclairer un peu sa lanterne.

Il est bien évident que la solution de ce grave problème ne pourra pas être fournie uniquement par la S.F.A.C. : il faut développer une économie régionale par l'implantation d'industries nouvelles dans le cadre du triangle Le Creusot-Montchanin-Montceau-les-Mines. C'est seulement en se hissant à ce niveau qu'on pourra trouver des solutions viables. C'est aussi en dépassant un certain état d'esprit de clocher, en cherchant à mettre en commun, à s'unir entre les différentes communes de la région. Il est certain que la situation de Chalon est bien meilleure pour le développement économique : cette ville est avantagée par ses voies de communication de premier choix (Saône, canal du Centre, ligne Paris-Lyon S.N.C.F.), autoroute du Sud, éventuellement route Suisse-Océan).

Un important « plan » syndical

Nous ne souhaitons pas que Le Creusot devienne ville-dortoir au profit de Chalon. Il ne reste donc qu'une solution : faire équilibre à Chalon en constituant un seul ensemble urbain de 100.000 habitants par la réunion des secteurs du triangle Le Creusot-Montchanin-Montceau.

Cette idée de « dépassement » de la vie communale et de développement économique du « petit triangle » est extraite d'un rapport sur les problèmes économiques et humains que pose l'avenir du Creusot. Ce texte a été élaboré par l'Union locale des syndicats C.F.D.T. du Creusot à la suite de la réunion qui s'est tenue le 9 novembre 1965 à l'hôtel de ville entre une délégation municipale et les principaux responsables C.F.D.T.

Les revendications de la C.G.T.

Signalons enfin un texte tout récent émanant de la C.G.T. Il s'agit du « communiqué de la Fédération C.G.T. de la métallurgie du 9 février 1966 ». Dans ce texte, les dirigeants syndicaux précisent leurs positions :

« ...Ayant procédé à un examen de la situation au cours de sa réunion du 5 février, le Comité exécutif de la Fédération constate que :

« les réductions d'horaires sans compensation de salaires, les licenciements, les fermetures d'usines se multiplient. La résistance patronale se durcit.

« Devant cette situation qui ne cesse de s'aggraver, la Comité exécutif est bien conscient qu'il faut sans tarder organiser de puissantes luttes unies des travailleurs de toute la métallurgie de France pour imposer au gouvernement et au patronat une politique nouvelle et la satisfaction

pourquoi nous invitons cordialement tous les hommes de bonne volonté — à commencer par les chrétiens de nos paroisses — à se sentir solidaires et responsables dans la situation actuelle.

« L'économie est aux mains des hommes pour servir les hommes. Il faut donc que l'effort loyal et convergent de tous invente des solutions humaines à la crise présente. Il ne faut pas que les erreurs et les injustices — ou tout simplement l'indifférence coupable du plus grand nombre — engendrent la haine et la vengeance. L'économie se retournerait alors contre ceux qui l'auraient dénaturee... La recherche des solutions équitables doit se faire en tenant compte des avis et des droits naturels de ceux dont le sort est en jeu. »

des revendications les plus urgentes, à savoir :

— l'augmentation générale des salaires et appointements et aucun salaire au-dessous de 600 F par mois ;
— le retour progressif à 40 heures de travail par semaine, sans diminution de salaires, en trois étapes : 45 heures, 42 heures, 40 heures ;

— l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et les professions pénibles et insalubres. La possibilité pour les travailleurs qui en feront la demande de bénéficier de la retraite anticipée à partir de 60 ans avec 90 % de leur salaire brut, sur la base de 40 heures,

et d'autres revendications concernant les jeunes, les femmes, les salaires minima garantis, l'hygiène et la sécurité dans le travail, etc.

La survie de la région dépend des travailleurs

A cet effet, une rencontre des trois Fédérations de la métallurgie (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) est prévue pour le 14 février et, au cours de cette réunion, la Fédération C.G.T. proposera à C.F.D.T. et F.O. un plan d'actions puissantes, successives et coordonnées qui se traduiront par une pression constante sur le patronat de la métallurgie, sur ses organisations départementales, régionales et nationales afin qu'il accepte d'engager de véritables discussions sur les revendications des travailleurs.

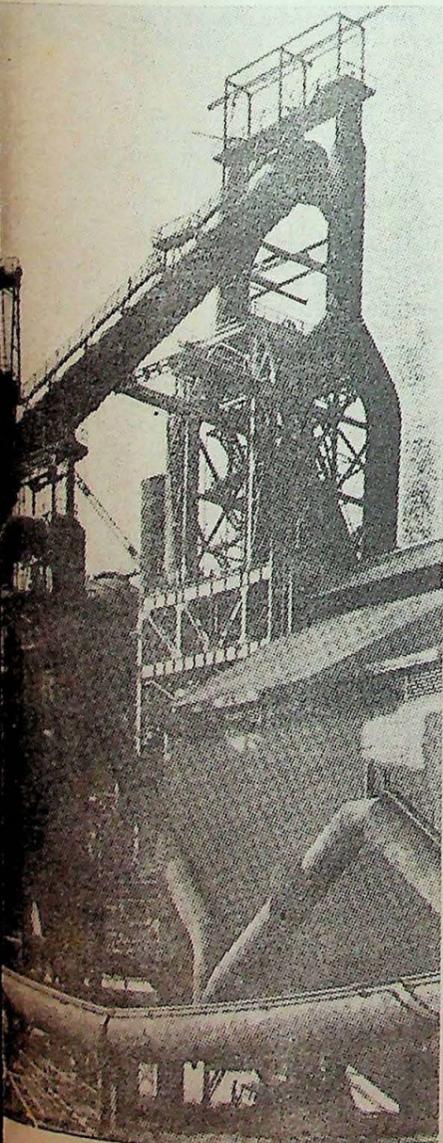
C'est la conjugaison de toutes les luttes à l'échelon d'une usine, d'un département, d'un trust, d'une branche d'industrie qui contribuera à préparer des luttes de grande envergure à l'échelon national.

Nous entrons donc dans une période décisive pour notre avenir industriel au Creusot et dans la région. Et il est bien évident que la solution humaine de tels problèmes ne pourra être trouvée que si les travailleurs eux-mêmes s'en soucient. A ce sujet, la fin du communiqué C.G.T.-Le Creusot a raison de souligner :

« ... sur quatre travailleurs de la S.F.A.C., trois ne font partie d'aucun syndicat. Les avantages sociaux découlant d'accords ou conventions entre les syndicats et la direction leur profitent néanmoins. L'action menée pour la défense de tous leurs intérêts ne peut être conduite que grâce aux syndicats et à leurs adhérents qui paient une cotisation... prendre des risques — ne pas se conduire en égoïste cela suppose de comprendre que la situation normale d'un travailleur, c'est d'être syndiqué. Cet appel pressant doit être entendu par-dessus les prétextes futiles et secondaires... »

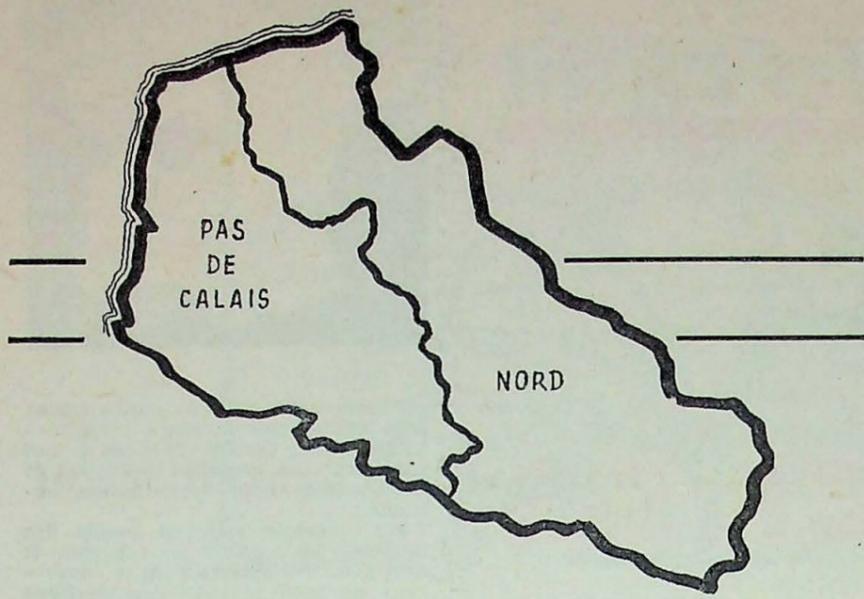
Puissent les travailleurs français de tous métiers et de toutes régions entendre cet appel ! Leur force réside dans leur union.

Etude réalisée par le secrétaire de la section P.S.U. du Creusot : H. Gelin et les militants et sympathisants du Creusot et de Montchanin.



la mono-industrie.

(Archives - T. S.)



Les problèmes subsistent

Pour le Nord, ce début d'année marque un double anniversaire : la grève des mineurs de 1963, et l'accroissement de la crise du textile il y a

payer les traites. Certainement pas non plus pour ceux qui ont changé d'emploi, avec ce que cela comporte de déclassement, de trajets supplé-

ainsi que nous avons pu lire dans Nord-Eclair une récente série d'articles où M. Falise, l'un des économistes au service de ce patronat et, par ailleurs, « doyen » de la faculté de droit de la Catho de Lille, décrivait en termes fort savants ce que nous avons dit en termes concrets dans notre Livre blanc : la laine objet et prétexte à spéculation, avant de quitter le dos du moucton et jusqu'à son arrivée sur le nôtre, sous forme de pull-over ou de veston ; la confusion permanente entre moyens de trésorerie à court terme et moyens financiers à long terme (ce que M. Falise appelle « l'importance du financement par escompte commercial ») ; le désordre entretenu des relations clientèle - fournisseurs (« l'opacité du marché », comme dit M. Falise).

Affirmant « qu'une politique qui paraît dans l'immédiat rationnelle aux yeux d'une entreprise peut s'avérer dommageable au niveau de l'ensemble » de la branche, ces mêmes patrons s'efforcent, avant tout, de faire accepter une discipline professionnelle stricte, seule condition pour « réconcilier l'optique des décisions de l'entreprise individuelle avec celle de l'intérêt de tous » — de tous les patrons bien entendu. On ne peut s'empêcher de voir là une des raisons du soutien apporté à Lecanuet par ces gens, effrayés des tendances autoritaires du gaullisme, mais, par ailleurs, persuadés qu'il y a des contraintes qu'il faudra accepter.

Par ailleurs, ils se sont posé la question de savoir quel avenir était en-

hommes en 1963, année où on a fait constamment plus de 44 heures par semaine, n'a probablement que peu varié depuis, puisqu'on a fait moins de 42 heures en printemps 64 à l'automne 65.

Mais ce sera aussi favoriser le travail noir, dont on sait qu'il est une des plaies du textile en période d'embauchement, sans compter les acrobaballeries qu'il exige des services comptables... ni les incendies providentiels au moment des bilans.

Le salaire mensuel garanti

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. ont bien senti la nécessité de contraindre les patrons à organiser leur production, et ont justement posé la revendication d'un salaire mensuel garanti de 500 F pour tous les travailleurs du textile, revendication non satisfaite. Et ce n'est pas le montant de 500 F qui a effrayé le patronat, car l'effort financier est en fait faible (2 à 3 % de la masse des salaires actuellement versés, semble-t-il), mais bien qu'il s'agit d'un salaire garanti. Car la voilà la seule vraie contrainte : obligé de verser le salaire, le patron ne pourra pas réduire les horaires et devra donc organiser sa production.

La discipline que certains patrons réclament serait donc obtenue par une méthode dont les premiers bénéficiaires seraient les travailleurs les plus défavorisés. Qu'attendez-vous, patrons sociaux ?

Il est vrai que cela vous interdirait de disposer, comme bon vous semble, des richesses que vous procure le travail de vos salariés, vous interdirait, par exemple, de liquider une usine pour dégager les quelques centaines de millions nécessaires à une vaste opération immobilière, ou encore de quitter Roubaix pour le Pas-de-Calais où les conventions collectives ne s'appliquent pas !

Les Houillères : une politique ambiguë

Le second volet de l'actualité nordiste nous transporte dans un autre monde, puisqu'il s'agit du secteur nationalisé. Pour l'ensemble des problèmes, les lecteurs pourront se reporter à notre étude publiée par T.S. en avril dernier.

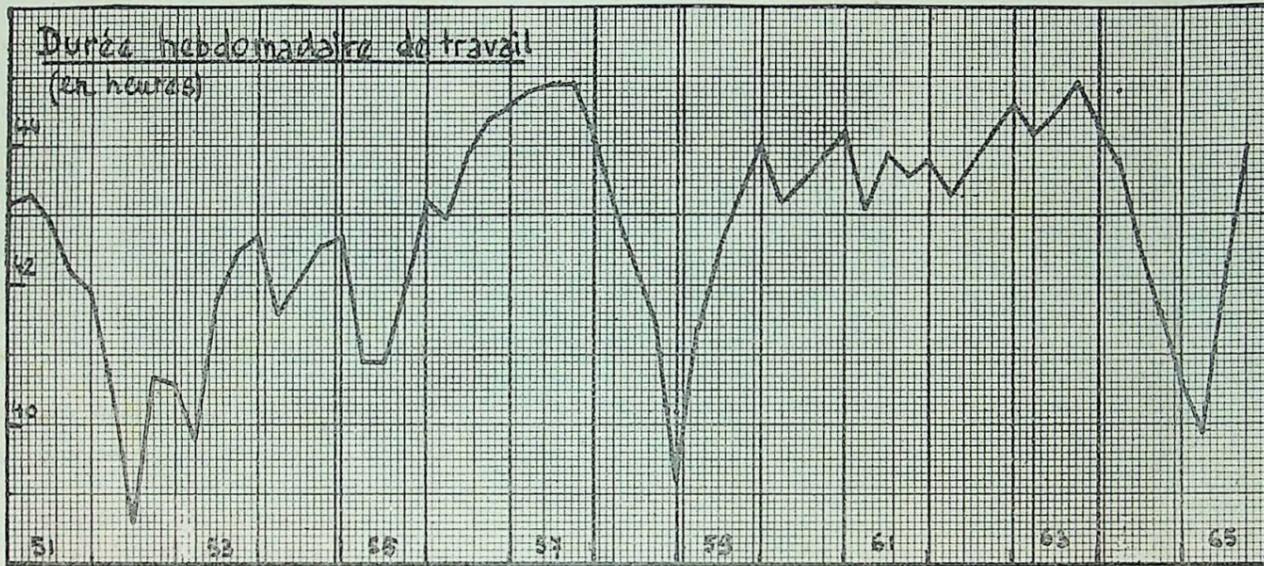
Aujourd'hui, la première question reste évidemment celle de la diminution des activités d'extraction du charbon. On s'oriente actuellement dans le cadre d'un ralentissement de la production, vers l'augmentation de la productivité. Répétons, ici encore, l'urgence de la définition par la gauche socialiste d'une politique de l'énergie qui réponde à celle du gaullisme (mais aussi aux litanies du P.C. sur le charbon français) et qui intéresse d'ailleurs tout le mouvement ouvrier européen.

Cette diminution a provoqué dans l'ouest du bassin un sous-emploi important qui a fait de cette zone une région véritablement sous-développée : la main-d'œuvre est abondante, mais n'a jamais reçu de formation professionnelle. Aussi ne viennent-ils s'implanter que des entreprises alléchées par les facilités accordées, mais y rencontrant des difficultés considérables pour s'attacher une main-d'œuvre suffisamment qualifiée.

Cependant, il est bien certain que le rôle moteur de tout le bassin continue d'appartenir aux Houillères nationales, c'est-à-dire, au secteur public. Présentant, en même temps que l'emprunt, la création du label « Charbonnages de France » (C. de F.), qui doit couvrir aussi bien la production des Houillères que celle des filiales qu'elles ont créées avec le secteur privé, leurs dirigeants nous ont en partie rassurés, mais surtout inquiétés.

Rassurés, car il semble bien que les partisans de l'élargissement des activités du secteur public l'aient emporté : développement de la production d'ammoniac, des matières plastiques, fabrication de matériaux pour le bâtiment... Inquiétés, parce qu'en fait, cet élargissement se fait en respectant toujours les mêmes contraintes : d'abord se limiter au premier stade de la fabrication (on fabrique des acryliques, qu'on livre à Rhodiaceta qui a pratiquement le monopole pour en faire des fibres textiles), et surtout ne pas entrer en conflit avec les trusts privés (c'est ainsi qu'on limite l'expansion de la production d'ammoniac à 13 % par an, taux moyen français, alors qu'on pourrait faire plus et que la demande existe).

Inquiétés aussi par le rôle des filiales, rôle qui semble évoluer depuis



un an. Le lancement récent de l'emprunt des Charbonnages de France comme la confirmation de la reprise du textile ont remis à l'ordre du jour ces deux secteurs décisifs pour l'avenir de la région Nord - Pas-de-Calais, et importants pour l'économie française tout entière.

Une reprise attendue

Dans le textile, c'est l'optimisme. Effectivement l'alerte est passée. Nous avons expliqué par ailleurs (1) que, dans cette branche, le moyen le plus important, et le plus commode (du point de vue patronal) d'ajuster la production à la demande est de faire varier les horaires de travail. Aussi la durée hebdomadaire moyenne de travail est-elle l'indicateur d'activité le plus sensible et le plus spectaculaire. Au 1^{er} janvier 1966, cette durée est de 44 heures, après avoir été de 39,9 heures au 1^{er} avril 1965. De ce point de vue la situation peut être qualifiée de normale.

L'hiver dernier est-il donc oublié ? Certainement pas pour ceux qui se sont vu retirer une mobylette ou une machine à laver faute de pouvoir

mentaires, de perte d'avantages. Ni pour ceux tenus par des avances... sur les heures supplémentaires qui seraient faites « après la reprise ».

Car la reprise était attendue. Comment d'ailleurs ne pas l'attendre, après avoir jeté un coup d'œil sur l'évolution de la durée hebdomadaire de travail ?

Mais, du même coup, comment ne pas attendre de nouvelles difficultés pour 1967, et une nouvelle crise de grande ampleur de 1970, si rien ne change d'ici là ? Pour nous, une chose doit changer. Le déclenchement d'une crise est effectivement un phénomène conjoncturel, mais l'ampleur de ces crises tient à la structure même de l'industrie textile, et puisque nous voulons que les travailleurs ne fassent plus les frais des fluctuations de la production, il faut agir dans deux directions : ou bien les progrès de la productivité seront tels que le rôle de régulateur qu'on fait jouer à la main-d'œuvre sera fortement diminué ; ou bien la production sera organisée.

Des progrès techniques sont enregistrés, qui vont dans le sens souhaité en obligeant les patrons à une production plus régulière, du fait des contraintes techniques et de l'ampleur des investissements nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles techniques et qui ne sont rentables qu'au-delà d'un certain seuil de la capacité de production.

Mais ces progrès ne touchent que peu d'entreprises, aussi ne peut-on, au niveau de la branche, en espérer beaucoup d'améliorations. C'est ainsi que les rapporteurs de la Commission de conjoncture du C.E.R.E.S., en septembre 1965, ont noté : « A moins de grands progrès dans la productivité, et le mode de passation des commandes ne les favorisent pas... »

Des patrons inquiétés

Reste donc à organiser la production. Et dans ce domaine il faut dire qu'il y a une incontestable prise de conscience de certains leaders patronaux, qui se déclarent décidés à mettre de l'ordre dans le textile C'est

core possible au textile de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, et ont fait faire par la S.E.M.A. une étude dont les résultats semblent bien ne pas les avoir enchantés. Toujours est-il que semble s'accroître le transfert d'entreprises textiles vers la partie ouest du bassin minier, la plus touchée par la réduction des activités d'extraction du charbon. Notons cependant que c'est confondre l'effet et la cause, car c'est parce qu'elle est le principal volant d'ajustement de la production à la demande que la main-d'œuvre textile est instable, même si cette instabilité est à son tour source de nouvelles difficultés.

Préavis obligatoire

D'ailleurs, M. Falise note également la nécessité de stabiliser la main-d'œuvre et de réduire l'amplitude des variations du temps de travail soit, dit-il, « par abaissement du maximum légal autorisé », soit par création « d'un préavis obligatoire avant réduction des horaires ». Il va de soi que nous souscrivons à ces deux « revendications ». Mais au-delà des satisfactions réelles pour les travailleurs du textile, qu'on ne peut certes pas négliger, quelle efficacité économique en attendre ?

Imposer un préavis obligatoire avant de réduire les horaires, ce serait sûrement plus honnête, car personne ne croit que c'est du jour au lendemain qu'un patron s'aperçoit qu'il n'y a plus de travail ! Mais pour avoir une réelle efficacité, ce préavis devrait être d'une durée qu'on peut difficilement apprécier, pas plus qu'on ne peut en prévoir les conséquences psychologiques dans une branche aussi sensible à l'affolement qu'à l'optimisme inconsidéré.

Quant à réduire le maximum autorisé du temps de travail sans aborder la question des salaires, c'est réduire encore un peu plus à la misère celui qui n'échappera pas à cette réglementation, car la moyenne des salaires pour les 70.000 ouvriers du textile, qui était de 425 F par mois pour les femmes et de 650 F pour les

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

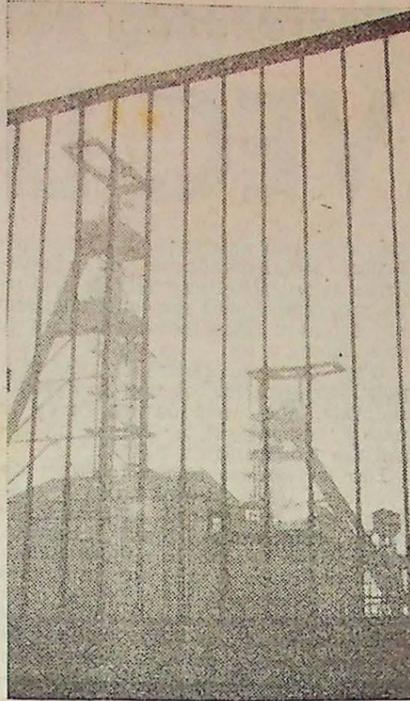
que l'an dernier la Cour des Comptes ait vivement critiqué l'existence même de ces filiales qui « disparaissent » aujourd'hui derrière le label C. de F., mais qui reste toujours aussi mystérieux et auquel s'applique une remarque récente de Henri Lefebvre : « Les relations entre le secteur étatique et le « privé » sont difficiles à saisir. Une partie des secrets de la société où nous vivons se cache dans cette jointure. »

Ainsi donc les deux secteurs, où il y a un an se manifestait l'inquiétude la plus vive, semblent aujourd'hui en sommeil, alors que l'inquiétude est plus vive dans la métallurgie lilloise à la suite des opérations de concentration, ou de prise de contrôle par les capitaux américains.

Il n'en reste pas moins qu'on ne pourra continuer de se contenter de résister de manière traditionnelle aux réductions d'emploi. C'est le problème d'ensemble du développement régional qu'il faut aborder, et donc celui du rôle du secteur public et de ses rapports avec le secteur privé.

En abordant cette question, la prochaine rencontre socialiste de Grenoble tentera d'y apporter la réponse de la gauche socialiste, réponse d'autant plus attendue qu'elle devrait permettre de mieux armer une lutte qui concerne, en particulier, tous les travailleurs nordistes.

Jean-Marie Faivre.



(Photo A.D.P.)

Le souvenir des grèves de 1963.

Pour un service public des transports en commun à Lille

La candidate du P.S.U. à l'élection cantonale partielle de Lille-Sud a mis l'accent dans sa profession de foi, parmi les multiples centres d'intérêt qui s'imposent, sur la nécessité de créer un Service public des Transports en commun de Lille et banlieue.

Il est inutile à cet égard de reprendre les critiques justifiées qui ont été formulées concernant insuffisances et défauts du service accompli par la Compagnie Générale Industrielle de Transports (C.G.I.T.). Le moins qu'on puisse en dire est que des améliorations sont possibles.

La crise actuelle

Les nouveaux tarifs, le sectionnement nouveau en même temps qu'arbitraire, la suppression du tramway B, le système de substitution à deux anciennes lignes de tramway d'une seule ligne d'autobus à trajet sinueux ont ouvert une crise qui, depuis des années, était latente.

Que certains aient proposé la gratuité des transports en commun, en sommes quand même moins surpris que M. Coliche, rapporteur, lors de la réunion récente du Conseil municipal!

Rien n'est vraiment gratuit, bien sûr, mais il y a, d'une part, le service public à rendre et, d'autre part, en contrepartie, le financement à assurer.

Pourquoi le financement actuel, ticket par ticket, serait-il « a priori » plus rationnel que l'impôt direct sur le déversement à l'égout?

Un peu d'imagination et, au lieu de s'obstiner à refuser d'autres moyens de financement, il est peut-être possible d'élever le débat et de comparer les divers systèmes possibles!

La « gratuité » est en réalité un financement global indépendant de la montée en voiture, supprimant le receveur, mais avec efficacité cette fois, supprimant les attentes interminables aux arrêts, ces attentes qui créent des retards, qui créent le froid à l'intérieur, qui créent des encombrements de la voie publique, qui énervent les conducteurs tirillés par deux services à remplir, et qui incitent des usagers possibles à l'emploi en ville d'un véhicule personnel.

Faut-il aussi renoncer définitivement à toute amélioration du service de nuit et à tout transport organisé du personnel de la C.G.I.T. partant de la rue Auber ou y arrivant la nuit en dehors des heures d'autobus?

L'aspect technique du problème

Mais voyons l'aspect technique du problème.

Alors que la plupart des critiques ne voient d'amélioration possible qu'à travers la seule C.G.I.T., voyons quels sont, dans leur ensemble, les moyens de transport possibles pour Lille et sa banlieue? Les autobus, bien sûr! Supposons que leur service soit amélioré.

Il reste que Lille est remarquablement entourée d'un réseau ferré très dense avec plusieurs gares, sans mé-

me parler des gares de banlieue (Lille-Sud, Lille-porte de Douai, Petit-Ronchin, Lille-gare centrale).

La gare centrale a même cet avantage de faire pénétrer le réseau ferré au cœur de la ville. Et il est possible de pénétrer aussi au cœur de la ville en un autre point, rue de Cambrai ou rue Boitelle, le long de la gare Saint-Sauveur, ainsi qu'au cœur d'une population dense par une gare à Fives.

Des autorails de banlieue donneraient ainsi aux Lillois un moyen aussi commode et confortable que celui que l'on trouve normal d'accorder aux Parisiens grâce aux trains de banlieue (actuellement, on met sept minutes du point d'arrêt « Lille-Faubourg de Douai » — ou « Passage inférieure de Douai » — jusqu'à la gare centrale de Lille, mais, bien sûr, seulement aux rares heures où il y a l'autorail). Mais le service concédé à la C.G.I.T. ne constitue-t-il pas ici l'intérêt privé primant l'intérêt général?

Et la Cité universitaire d'Annappes qui pourrait sans grands frais avoir son embranchement direct sur la ligne voisine « Lille-Tournai » avec autorails fréquents, rapides et confortables vers les gares de Lille?

Un peu d'imagination désintéressée permettrait donc l'utilisation d'un moyen efficace actuellement délaissé :

CONJUGUER LE RAIL DE LA S.N.C.F. ET SES NOMBREUSES GARES, LE RAIL DU MONGY PENETRANT EN SOUTERRAIN DANS LILLE AUX POINTS STRATEGIQUES DE L'ACTIVITE ET UN RESEAU D'AUTOBUS LILLOIS REORGANISE.

Quant au tramway Mongy (1) qui relie entre eux les pôles de la métropole du Nord, on l'a bien fait descendre en tranchée à partir du Romarin, juste avant l'entrée dans Lille, mais l'erreur n'a-t-elle pas été de le faire remonter aussitôt après l'échangeur routier pour qu'il continue à s'enchevêtrer en plein centre des affaires avec la circulation automobile?

Nous savons bien que ceux qui se sont penchés sur l'équipement de la future métropole ont envisagé la création d'un métro puis ont reculé devant le prix de sa construction. Mais, pour nous, au Parti Socialiste Unifié, ce prix ne nous fait pas reculer « a priori » car nous voulons une politique systématique de transfert des équipements improductifs et des dépenses de caractère conservateur vers les secteurs productifs et humains; nous voulons une politique de reconversion dans le choix des investissements à financer.

Aussi faut-il, là aussi, cesser de se brider l'imagination. Sans aller jusqu'à projeter un réseau métropolitain souterrain desservant toute la ville et la banlieue, ne pourrait-on déjà envisager un prolongement souterrain du Mongy desservant par exemple la gare centrale, la cité administrative, la mairie de Lille, la place de la République?

Les objections à ces idées, simplement émises, mais non publiées jusqu'à présent, n'ont pas manqué, bien

sûr : en particulier le mauvais sous-sol de Lille. Est-ce bien certain entre l'échangeur du Romarin et la gare de Lille? Entre cette gare et la cité administrative puis la Foire commerciale? Enfin, le boulevard Louis-XIV et le boulevard de la Liberté ne sont-ils pas sur l'emplacement de la première enceinte fortifiée de Lille où de profonds fossés étaient creusés : ces fossés ont été conservés en partie sous le Grand-Palais de la Foire internationale!

Un peu d'imagination, disions-nous et répétons-nous. Oui! Mais aussi la volonté et le courage de s'attaquer sans répit aux intérêts privés ou personnels qui priment l'intérêt général! La discussion est ouverte. On peut

la poursuivre en passant par le problème des pistes cyclables et par celui de l'accès organisé et confortable aux crèches. Regardons ces mamans qui, dans la nuit glacée et humide, les matins d'hiver, poussent à pied, chacune silencieuse et apparemment résignée, la voiture de leur tout-petit.

A. Lebleu,

Secrétaire de la Section lilloise du P.S.U.

(1) Ce tramway, du nom de son créateur l'ingénieur Mongy, relie rapidement Lille à Roubaix et Tourcoing (11 et 12 km). Il roule sur voie ferrée spéciale, mais traverse les rues latérales et emprunte les artères des villes dans lesquelles il pénètre.

La semaine de l'hospitalisation

Au cours de la semaine du 14 au 20 février, à l'appel du Comité national de l'Hospitalisation publique (1) des actions très variées se sont déroulées dans les quartiers de Paris et dans les principales villes de province, visant à informer la population de la dégradation de la situation de nos hôpitaux, à lui faire prendre conscience du danger qui nous menace tous, à lui faire assumer ses responsabilités en ce domaine.

Ces actions ont été très diverses : réunions de travail dans les hôpitaux, entre médecins, personnels hospitaliers et souvent cadres administratifs, enquêtes par des questionnaires distribués parmi le personnel et aux familles de malades, préparant la publication de « Livres blancs » sur la situation particulière de tel établissement ou de tel arrondissement, tracts aux malades et aux familles, conférences-débats dans les quartiers, colloques avec la participation des élus sociaux, de représentants des Fédérations de malades, d'élus locaux.

Dans la Région parisienne :

Dans le XIII^e arrondissement, le Comité La Pitié-Salpêtrière organisa une réunion publique au cinéma Le Barbizon (aussi bien à La Pitié qui date de 1905 qu'à la Salpêtrière qui date de Louis XIV, les salles communes de 30 à 40 malades restent la règle et le malade est obligé d'accepter les conditions d'hospitalisation qu'un homme bien portant ne voudrait pas supporter).

Dans le X^e arrondissement, une réunion à la salle Lancry rassembla des délégations de Saint-Louis (époque Henri IV) et de Lariboisière, ainsi que de nombreux usagers de l'arrondissement (unions locales, malades, mutuelles des gares du Nord et de l'Est, paroisses).

A Cligny, le meeting du Comité de Beaujon rassembla des usagers des nombreuses communes de banlieue desservies par cet hôpital, construit en 1935 desservait, à l'époque, 300.000 habitants; il en dessert actuellement 900.000!

Citons encore les rassemblements organisés dans le XII^e (Rothschild, Trousseau, Saint-Antoine), dans le XVII^e, à Ste-Anne, à Laënnec (avec la participation de la majorité des internes); à Bobigny, autour de l'hôpital franco-musulman.

En province, dans de nombreuses villes, une action a été entreprise ou va cémarrer prochainement : conférence de presse à Saint-Etienne, rédaction d'un Cahier des charges remis à la préfecture à St-Brieuc, appel à la population à Clermont-Ferrand, etc.

Citons le travail déjà accompli dans la région du Nord et du Pas-de-Calais.

Région du Nord et du Pas-de-Calais :

Un groupe de travail a entrepris une enquête sur la situation sanitaire particulière de cette région, mettant en évidence sa situation critique et son sous-équipement par rapport à l'ensemble de la France (elle-même sous-équipée par rapport aux pays qui nous entourent).

1°) **Indice de mortalité :**
— par tuberculose : 0,32 pour 1.000 (France entière 0,24);
— par cancer : 2,11 pour 1.000 (France entière 1,87);
— et surtout mortalité infantile : 28,1 pour 1.000 (France entière 21,6, Pays-Bas : 14,4).

2°) **A la fin de 1964, il existait 11.500 lits de médecine, chirurgie et maternité dans notre région. Les normes tout à fait officielles exigent un minimum de 25.000 pour 1970, compte tenu des besoins de la population. Même au cas où les 3.150 lits prévus par le Plan seraient effectivement acquis, seulement 60 % des besoins seraient couverts dans les quatre ans.**

3°) Autre exemple : il n'y avait à la fin de 1964 que 13 crèches, alors que pour une population analogue la Suède en compterait 370.

Plus grave encore que l'insuffisance de l'équipement, le manque de personnel hospitalier. Les chiffres le prouvent. Voici pour 100.000 habitants, le nombre moyen des travailleurs médico-sociaux en France, et (toujours inférieur) le nombre correspondant pour la région Nord-Pas-de-Calais :

	France	Région
— Médecins	106	75
— Pharmaciens ..	32	28
— Infirmières ..	177	136
— Ass. Sociales..	38	24
— Travail- leuses fami- liales	10	7

Sous-équipement sanitaire et social et V^e Plan :

Il appartient aux lecteurs et amis de Tribune Socialiste d'aider au maximum le travail d'information objective qui a été entrepris, et de mettre en évidence le lien qui existe entre la dégradation progressive des hôpitaux publics délibérément entretenue au profit du secteur privé commercial, à sa cause profonde : les options du régime capitaliste et de son V^e Plan en faveur des investissements les plus « rentables » pour le capital, au détriment des investissements sociaux qui sont, eux, les plus rentables pour l'homme.

Rappelons que les besoins officiellement chiffrés en matière d'équipement sanitaire et social pour la période du V^e Plan s'élevaient à 55,76 milliards, que la Commission d'équipement sanitaire et sociale avait proposé un programme plus modeste de 22,12 milliards, et que finalement les Pouvoirs publics n'ont accordé que 12,80 milliards (dont le financement n'est même pas totalement garanti).

P. Albucher.

(1) 23, rue du Louvre, Paris.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHÉ, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Les délégations étrangères à la Conférence nationale étudiante

SOLIDARITE AVEC LES E.S.U.

De nombreuses délégations socialistes étrangères assistaient, le 20 février, à la séance de clôture de la Conférence nationale des E.S.U. On pourra lire ici le résumé de l'intervention du camarade vietnamien, et des réponses apportées par deux étudiants américains aux questions qui leur étaient posées sur la lutte aux U.S.A. contre l'agression au Vietnam, ainsi que les salutations des délégués du P.S.I.U.P., du B.A.A.S., et de la F.E.A.N.F.

Des représentants de la jeunesse communiste yougoslave, des étudiants malgaches, de la Fédération des étudiants socialistes de Belgique du M.A.P.A.M. étaient également présents, et ont pu s'entretenir longuement avec les délégués à l'issue de la séance. De son côté, l'Union des Jeunesses socialistes suisses, empêchée, faisait parvenir à la C.N.E. ses vœux de succès.

Message du secrétaire général de l'Union des Etudiants vietnamiens en France

Notre camarade vietnamien exposa d'abord le processus de l'intervention américaine, expliquant comment les U.S.A. laisserent d'abord agir le corps expéditionnaire français en se contentant de lui fournir une aide importante en matériel et en munitions, puis, après la bataille de Dien Bien Phu et la signature des accords de Genève de 1954, comment il en prit la relève, par l'envoi de « conseillers militaires », et le soutien actif apporté à Ngo Dinh Diem dans sa prise du pouvoir.

Cela l'amena à nous donner quelques explications sur la véritable nature du régime de Diem. En effet, son anticolonialisme, s'il existait par rapport aux Français, disparaissait complètement dès lors qu'il s'agissait des Américains ; son antiféodalisme n'avait de contenu que dans la mesure où le pouvoir de Diem ne pouvait coexister avec celui de Bao Dai ; il s'évanouit dès que ce dernier fut éliminé. Quant à son anticommunisme, les caractères qu'il prit ne peuvent certainement pas nous faire douter de sa réalité. Car le régime de terreur policière qui s'ensuivit fut sans doute le pire de tous ceux que connut le Vietnam. L'opposition légale étant devenue impossible cela entraîna le ralliement de nombreux vietnamiens à la lutte pour l'indépendance nationale et la justice sociale, et le Vietcong consolida son implantation dans le pays.

Notre camarade en vint alors à tracer un aperçu de la situation actuelle, qui peut se caractériser par l'existence d'un corps expéditionnaire important (200.000 hommes aujourd'hui, peut-être 600.000 bientôt !), doté du matériel le plus perfectionné en matière de destruction, regroupé dans quelques grandes bases ultramodernes et utilisant ses immenses moyens.

Mais à moins d'en venir au génocide, les Américains ne peuvent gagner la guerre, car leur adversaire est le peuple vietnamien tout entier (ce qu'ils refusent, bien sûr, de reconnaître). Les journaux américains admettent eux-mêmes que l'administration du F.N.L. s'étend sur les quatre cinquièmes du territoire et les trois quarts de la population. Et toute zone « nettoyée » par les Américains est aussitôt reconquise par les guerilleros. Mais alors, la guerre du Vietnam est-elle donc condamnée à se perpétuer indéfiniment ?

C'est à cette question que notre camarade essaya de répondre quant il aborda les « perspectives de lutte » qui, d'après lui, sont doubles :

— d'une part, au Vietnam, continuation du combat du peuple pour son indépendance, malgré tout ce que cela implique comme souffrances nécessaires ;

— d'autre part, dans le reste du monde et en particulier aux U.S.A. mêmes, développement d'un vaste courant populaire en faveur de la paix au Vietnam.

En conclusion, notre camarade fit appel à notre solidarité, tant matérielle que morale, mais nous demanda surtout d'œuvrer dans ce sens, en essayant de convaincre le plus grand nombre de nos compatriotes de la justesse de la cause du peuple vietnamien.

Après cette intervention chaleureuse-

ment applaudie par l'assistance tout entière, notre camarade vietnamien serra la main des deux étudiants américains qui se proposèrent



Nguyen Ngoc Giao
(Union des Etudiants vietnamiens en France.)

de répondre aux questions qui leurs seraient posées. C'est ainsi qu'ils expliquèrent le développement, à partir des universités, du grand mouvement de lutte pour la paix au Vietnam, les formes qu'il était amené à prendre, le fait qu'il était très lié au mouvement pour les droits civiques et pour l'égalité raciale, et que, dans certains syndicats (en particulier californiens), des militants commençaient à faire le lien entre ce qui se passe au Vietnam et la nature du régime socio-économique américain ; cependant, ils nous firent comprendre que c'était là un phénomène marginal. Ils essayèrent également de faire un tableau des positions respectives des différentes religions américaines sur la guerre du Vietnam.

Message du délégué du P.S.I.U.P.

Ce n'est évidemment pas dans un esprit d'hommage formel que je vous porte la salutation de la Jeunesse du Parti socialiste italien de l'Unité prolétarienne. Notre parti a suivi avec beaucoup d'intérêt l'évolution de la gauche française dans les derniers mois, parfois en en partageant les choix, parfois en les critiquant, mais



Adelo Agosti
(Délégué du P.S.I.U.P.)

toujours conscient que la reconstruction d'une forte opposition ouvrière, unie non seulement dans le refus du pouvoir personnel, mais surtout dans la volonté politique d'atteindre les bases économiques d'un capitalisme au plus haut degré de développement comme celui de la France, est de la plus grande importance pour les destinées du mouvement socialiste en Europe.

Le P.S.U. et le P.S.I.U.P. ont déjà eu des contacts très étroits dans lesquels on a pu constater le refus commun à nos deux partis, et raison

même de leur existence, de l'interprétation social-démocrate du capitalisme, selon laquelle ce dernier anéantit progressivement ses contradictions en évoluant sans secousses vers le socialisme...

C'est dans ce cadre de solidarité politique effective, et non pas sentimentale, que nous suivons avec le plus grand intérêt le Congrès national des Etudiants du P.S.U.

Dès les années 50, la fonction de l'école en Italie, autant qu'en France et en tous les pays du Marché commun, est profondément changée. Dans toutes les sociétés industrielles, nous assistons à un processus très rapide d'intégration de l'école à la société. D'instrument de formation et renouvellement des élites dirigeantes du pays, l'école devient de plus en plus le lieu de production de la force-travail qualifiée et, au fur et à mesure que la croissance des forces productives impose une qualification de plus en plus générale et articulée, de la force-travail tout court. Dans cette situation, il faut que soit reconnu dans le problème de l'école un problème du mouvement ouvrier, c'est-à-dire intérieur à ce dernier.

Le mouvement ouvrier socialiste doit conduire sa lutte sur deux fronts : celui de la formation et celui de la production. La tâche des forces étudiantes est donc de la plus haute importance.

C'est à nous jeunes, militants socialistes étudiants, de diriger cette lutte, de la dégager de ses limites syndicales et d'en tirer des conclusions politiques. Cette tâche est difficile, mais nous pouvons l'accomplir ; et c'est là, camarades, qu'est notre rôle véritable, que le nœud ancien de l'engagement de l'intellectuel dans le parti ouvrier peut enfin se résoudre.

C'est en souhaitant que nous puissions l'accomplir ensemble que je vous renouvelle les vœux fraternels de la jeunesse P.S.I.U.P. pour le succès de votre congrès.

Message du délégué du Baas

Je viens en ce jour pour vous saluer au nom de mes camarades, vous exprimer leur entière solidarité avec toutes les décisions que vous avez prises et souhaiter à votre parti le plus grand succès, croyant fermement que le progrès de ce parti contribue puissamment à la victoire du socialisme en France, et constitue un grand espoir pour les révolutionnaires des divers pays du Tiers Monde.

Le rôle qui incombe aux étudiants révolutionnaires dans tous les pays du monde est devenu un fait évident et s'est clairement manifesté dans les pays du Tiers Monde où les organisations étudiantes ont joué un rôle déterminant, soit dans les guerres de libération nationale, soit dans les luttes révolutionnaires pour la liquidation définitive des régimes réactionnaires intimement liés à l'impérialisme.

Nos associations étudiantes contrôlées par le parti dans les pays arabes (en particulier l'Union nationale des Etudiants de l'Irak et l'U.N.E. de Syrie, constituées pendant la lutte menée contre les régimes réactionnaires au pouvoir avant les révolutions de février et mars 1963 en Irak et en Syrie) considèrent la rencontre avec leurs camarades étudiants du P.S.U. et les autres partis révolutionnaires — malheureusement peu nombreux en Europe — comme une condition essentielle pour pouvoir assumer côte à côte la part qui leur incombe dans la lutte commune contre l'impérialisme et pour le triomphe du socialisme dans le monde.

On assiste actuellement à une contre-offensive impérialiste de grande envergure.

Nous nous contenterons aujourd'hui de citer comme exemple les dangereuses et perfides tentatives de l'impérialisme américain pour relancer le pacte colonialiste de Bagdad : je veux parler du pacte panislamique préconisé par Habib Bourguiba en 1965, lors de sa visite au Moyen-Orient.

Ce pacte est uniquement conçu pour encercler la révolution socialiste en Syrie dans le but de l'abattre et d'isoler l'Egypte des autres pays arabes, garantissant ainsi la protection des régimes bourgeois et féodaux et des intérêts pétroliers dans la région.

Mais notre peuple, qui a su mettre en échec tous les pactes colonialistes,

du projet du Croissant fertile au pacte de Bagdad, saura porter un nouvel échec à ce sinistre pacte réactionnaire et impérialiste.

Camarades, nous ne pouvons, en cette occasion, passer sans rappeler que certains partis européens qui se prétendent progressistes ou socialistes, adoptent vis-à-vis des mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, des positions identiques à celle de l'impérialisme mondial.

Mais nous tenons à vous affirmer que notre peuple sait parfaitement distinguer entre les mouvements authentiquement socialistes qui se forment au cours même des luttes de libération pour y participer de manière effective, et les partis qui ne gardent du socialisme que le nom et qui trahissent ce socialisme dans leur propre pays avant de faire le jeu de la bourgeoisie impérialiste à l'extérieur.

Intervention du délégué de la F.E.A.N.F.

La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.) apporte son salut chaleureux aux étudiants du P.S.U. à l'occasion de leur congrès. Les raisons objectives qui militent en faveur d'une coopération active entre nos deux organisations sont nombreuses.

1) Sous la bannière mystificatrice d'une France abstraite, les monopoles impérialistes français ont poussé à la colonisation de nos pays. La résistance de nos peuples a conduit à la situation néocoloniale actuelle où les appareils d'Etat de nos pays ont



Ahmed Tidjani
(Fédération des Etudiants d'Afrique noire.)

été confiés aux alliés des colonialistes, c'est-à-dire les bourgeoisies politico-bureaucratiques. Celles-ci, de plus en plus désavouées et combattues par les masses sont abandonnées par les impérialistes qui ont recours aux militaires et aux armées...

2) L'absence d'universités dans nos pays ou leur développement incomplet, l'inexistence criminelle de la plus petite Ecole supérieure technique (après trois quarts de siècle de colonisation !) obligent les étudiants africains à venir en masse dans les universités et écoles supérieures françaises. Or les méthodes de recrutement, certains systèmes d'enseignement dans les universités et écoles supérieures françaises sont anachroniques ou au service d'intérêts égoïstes. Les professeurs et étudiants français livrent à présent une bataille de grande envergure pour apporter des changements démocratiques dans le domaine de l'éducation.

Camarades, ces deux raisons ajoutées à beaucoup d'autres que nous ne pourrions développer ici expliquent que nous développiions notre coopération. Vous avez certainement examiné ces questions à votre congrès dont les résultats nous intéressent déjà.

Nous souhaitons plein succès au développement de la lutte des étudiants du Parti Socialiste Unifié !

(Photos Elie Kagan.)

LA NOUVELLE CRISE SYRIENNE

Le Baas à l'épreuve

Voilà déjà une semaine que, dans la nuit du 23 au 24 février, à la suite d'un coup d'Etat militaire, le pouvoir a changé de main à Damas. Au moment où nous mettons sous presse, les renseignements sur la situation en Syrie restent fragmentaires et controversés. Il est cependant possible de répondre dès maintenant à certaines questions.

I. — *Qui sont les auteurs et bénéficiaires du coup de force ?* — Les jeunes officiers qui, en décembre dernier, avaient été écartés par la direction nationale (interarabe) du Baas de la direction régionale de Syrie. Leur chef incontesté, le général Djedid, vient d'être désigné comme secrétaire du Baas syrien ; il aspire à prendre en main le contrôle du parti. Ces militaires ont jugé habile de pousser sur le devant de la scène des civils liés étroitement à eux : Nouredine Al Atassi qui, en décembre, s'était solidarisé avec les officiers mis à l'écart et qui devient président de la République ; Youssef Zouayen, ancien chef du gouvernement, révoqué en décembre et réintégré par le putsch. Ainsi donc, le résultat du coup de force est parfaitement clair : c'est la revanche des vaincus de décembre ; si les militaires ont décidé de passer rapidement à l'action, c'est sans doute par suite de la menace que faisait peser sur eux l'épuration menée au sein de l'armée par la direction nationale du Baas ; s'ils l'avaient laissé mener à terme, ils auraient perdu tout moyen d'action.

II. — *Quelles sont les suites probables du coup d'Etat ?* — Il est encore difficile de répondre actuellement : certes, les militaires tiennent la situation en main, mais si, comme on l'affirme, certains des membres de la direction nationale, le secrétaire du parti, Mounif Razzaz ; son fondateur, Michel Aflak ; le chef du gouvernement déchu, Salah Bitar, ont réussi à s'échapper et se trouvent encore quelque part en Syrie, ils peuvent animer des îlots de résistance et tout peut n'être pas joué. D'autre part, de Beyrouth, le secrétariat national du Baas conteste toute légitimité au nouveau pouvoir. On manque actuellement de renseignements sûrs quant à l'attitude des organisations basistes hors de Syrie, quant à celle des étudiants dont le congrès devait justement se tenir ces jours-ci, quant à celle des ambassades syriennes à l'étranger. Enfin, l'incertitude persiste au sujet des Etats voisins, Irak et Jordanie d'Husseïn, dont les troupes, en état d'alerte, bordent la frontière et font peser une lourde menace sur la révolution syrienne.

III. — *Quelle est la signification réelle de l'affrontement ?* — C'est à tort que la presse occidentale emploie les vocables de « modérés », « gauche », « chinois », inadaptés à la situation réelle. En fait, d'un côté comme de l'autre, on se recommande de la doctrine du Baas, on défend les choix socialistes du régime, on s'affirme partisan intransigent de lutte anti-impérialiste. Un premier clivage prend sa source dans l'attitude par rapport au régime nassérien, plus exactement dans les modalités de l'inévitable dialogue avec Nasser. Le débat essentiel porte sur le rôle de l'armée dans l'Etat ; la direction nationale avait cru, en décembre, régler la question par un simple décret ; elle



Le général Salah Djedid.
Futur Nasser syrien ?

vient de constater que le problème était moins simple. Surtout, il s'agit d'une lutte pour le pouvoir et pour le contrôle du parti.

Il n'appartient pas au P.S.U. de prendre parti dans les querelles de tendance d'un parti socialiste étranger ; il appartient pourtant à un parti ami d'affirmer que le socialisme démocratique duquel se recommande le Baas implique, pour régler les différents, une autre méthode que celle des tanks : celle des procédures régulières d'un parti démocratique.

M. H.

VIENT DE PARAÎTRE

● Le Chau : « Le Vietnam socialiste : une économie de transition » - François Maspéro.

(A l'heure où les bombardements reprennent et où la guerre se durcit, il est nécessaire de connaître les réalisations du Nord-Vietnam. Excepté quelques articles partiels, rien de complet n'avait été publié sur la question. Les éditions Maspéro viennent de combler cette lacune, en publiant un ouvrage fondamental qui fera date. A lire de toute urgence. Nous reviendrons sur l'analyse de Le Chau).

● William Pierce Randel : « Le Ku-Klux-Klan » - Editions Albin Michel.

(Analyse historique d'une organisation dont on parle beaucoup mais que l'on connaît peu, par un professeur américain).

● Georges Balandier : « La vie quotidienne au royaume de Kongo du XVI^e au XVIII^e siècle ». Hachette.

(G. Balandier, ethnologue de grand talent et de forte documentation, fait revivre l'un des empires les plus exceptionnels du Moyen Age africain. Le souvenir de ce premier Kongo hante encore l'Afrique contemporaine. C'est à la description d'une organisation avancée que Balandier nous convie ; en même temps que les rapports d'un premier colonialisme entre le Portugal et l'Afrique sont exposés sous un angle et une vérité dont on ne saurait se détacher aujourd'hui).

Pour comprendre l'Afrique, il importe de prendre connaissance de son passé. La méthode doit jouer pour tout le Tiers-Monde. Au bout du compte, le militant a besoin de l'ethnologue. En retour, l'ethnologue a souvent été engagé dans les luttes de son temps.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale
et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA
LANGUE FRANÇAISE

(Edition Gallimard Hachette)

«Une extraordinaire réussite, ce Littré».

JEAN PAULHAN
de l'Académie Française

«C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire».

MAURICE GARÇON
de l'Académie Française

«Un cadeau royal et précieux».

FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française

«Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire».

MARCEL
JOUHANDEAU

«Ce monument national» comme disait Pasteur, ce «trésor de notre langue» (Le Figaro), cette «bible de l'homme cultivé» (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée.

La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Education Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles
faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle - Paris (VII^e).
(Valable seulement pour la France Métropolitaine).

Veillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai
(cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr. en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession.....

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire..... Signature



PEINTURE

J. SOTÉRAS :

peintures récentes

La peinture de Sotéras (1) est franche, riche de couleurs et de lumière. Il stylise sans déformer et sait enfermer ses personnages dans un dessin définitif, comme tracé au burin. Chacune de ses œuvres offre une belle page dans laquelle on voit l'annonce d'un art sain, réfléchi, solide, débarrassé des partis pris d'école. Sotéras a compris que créer, c'est choisir, choisir entre tous les éléments de la réalité et du rêve, choisir entre les réactions de la sensibilité et celles de l'intelligence, c'est aller jusqu'au bout en distinguant ce qu'il faut retenir et ce qu'il faut sacrifier : choix difficile entre tous.

Louis Girard.

(1) Galerie Bruno Bassano, 9, rue Grégoire-de-Tours, Paris-VI.

Jean ROSTAND

Réquisitoire contre la force de frappe

LE pays s'est prononcé il y a quelques semaines en faveur du régime qui a refusé de souscrire aux Accords de Moscou, en faveur d'une politique qui a militarisé l'atome et fait aux Français ce sinistre cadeau qu'est la force de frappe.

Ce fut, il faut le dire, une rude déception pour les amis de la paix et pour tous ceux qui pensent comme nous que cette force de frappe ruineuse, accablante pour nos finances, n'instaure pas la sécurité mais crée un danger permanent, pour tous ceux qui pensent que n'étant pas utilisable contre un pays faible, elle ne peut non plus servir à dissuader un pays fort puisque son emploi provoquerait, en retour, et inévitablement, l'anéantissement du vulnérable hexagone.

Ainsi les Français, grenouilles qui redemandent un roi, ont accepté la démentielle stratégie, ils ont approuvé le hara-kiri atomique, ils ont souscrit à une opération survie qui n'est qu'une opération suicide, ils ont accepté la caverne de Taverny commandée par un président presse-bouton, sorte de Jupiter en jaquette ayant droit de vie et de mort sur la nation, ils ont accepté la course à la mégatonne, l'absurde rivalité sur un terrain de violence où il ne peut pas faire le poids. Ils ont accepté de se rendre complices de la dissémination nucléaire dans le monde car chaque armement est une menace supplémentaire pour la paix non seulement du fait de sa propre existence, mais par l'exécration qu'il donne, par la justification qu'il offre d'avance aux autres pays candidats à la bombe.

Ainsi les Français ont adhéré à la fausse grandeur et au chauvinisme périmé. Ils ont donné leur accord pour les 500 milliards engloutis à Pierrelatte, ils ont applaudi à la prospérité des usines Dassault, ils ont signé un chèque en blanc pour la continuité des dilapidations, ils ont dit oui aux projets d'explosions nucléaires qui vont contaminer le Pacifique et répandre sur les pauvres cobayes humains des poussières radio-actives, génératrices de tares, de leucémies et de cancers.

LE premier mouvement de ceux qui ne disent pas « oui » à tout cela fut d'irritation et d'humeur. Eh bien ! si la France veut tout cela, qu'elle s'en saoule et qu'elle en crève, comme disait Pascal, et puis n'est-ce pas après tout le devoir d'un démocrate de s'incliner devant la volonté exprimée par le pays ?

Mais, à la réflexion, est-ce bien la volonté vraie du pays ?

Le pays a-t-il mesuré les conséquences de ce qu'il s'est donné l'air de vouloir ? Abreuvé, imbibé de mensonges, intoxiqué depuis tant d'années par une propagande à la fois grossière et sournoise, son témoignage est-il valable ? Doit-on le tenir pour responsable de son vote et faut-il qu'on s'incline par esprit démocratique devant une élection préparée, obtenue, extorquée par des moyens si peu démocratiques ?

Sans parler de certaine affaire peut-être « vulgaire et subalterne », mais assez nauséabonde pour qu'on ait préféré en contenir le parfum barbouzeux jusqu'à temps qu'il ne pût incommoder les narines des électeurs. Sept ans et même davantage de mise en condition par la radio, par la télévision, par la presse, sept ans de tromperie, d'autosatisfaction, d'exhibitionnisme avantageux, de gargarisages et de rodomontades, sept ans pendant lesquels on nous a répété que tout allait pour le mieux, que la France jamais ne s'était si bien portée, que pour la première fois dans l'histoire de la République elle avait un gouvernement digne, stable, efficace qui lui vaut l'estime et l'amitié de tous, sept ans que l'on calomnie les œuvres des régimes précédents tout en se prévalant de leurs ouvrages, sept ans qu'on nous donne à croire que le destin de la nation tient au fil d'un seul homme, sept ans qu'on nous répète sans relâche que si la France avait l'imprudence de renoncer à la médication gaulliste l'on serait terriblement puni, comme le Malade Imaginaire en but au chantage de M. Purgon, par la chute dans le désordre, dans l'impuissance, dans le chaos, dans le néant. N'y a-t-il pas dans ce vil chantage d'apothicaire des circonstances atténuantes pour le pays ? Aussi bien n'a-t-il pas suffi pour qu'il se ressaisisse un peu, que pendant deux ou trois semaines il respirât quelque chose qui ressemblait à de la liberté. Oui, n'est-ce pas, il a suffi que sur les ondes, sur le petit écran, l'opposition se fasse entendre, il a suffi que le bâillon se desserre, qu'une muselière se relâche pour que le pouvoir ne se sente plus tellement sûr de lui et pour que grimacent de peur les visages des hommes en place.

IL a suffi de quelques bouffées d'oxygène républicain pour que le pays se réveille et qu'après être sorti de sa torpeur il inflige le ballottage insolent à la République nouvelle car, ne l'oublions pas, l'adhésion du pays au triste programme qu'on vient de rappeler ne fut accordée qu'à contrecœur, comme à regret.

La force de frappe n'a pas été élue au premier tour du scrutin et c'est là de quoi justifier notre combat et nous encourager à le poursuivre en nous souvenant, pour reprendre une parole fameuse, qu'une guerre n'est pas perdue parce qu'une bataille vient de l'être. Pendant ces quelques jours de pseudo-liberté, des naïfs annonçaient : « Vous verrez, il en restera quelque chose après la campagne présidentielle. Il n'est plus possible que le pays soit de nouveau plongé dans le noir, le régime d'étouffoir a vécu. ». Je crois que d'ores et déjà nous avons vu que le couvercle est retombé et de tout le septennat que nous avons à vivre il ne se relèvera plus. Un nouveau pacte vient d'être signé avec le mensonge, avec le monologue, avec l'hypnose. Nous reposons dans le monde du silence, moins plaisant que celui du commandant Cousteau. Il nous faudra subir encore ces faux débats entre confrères, ces tables rondes truquées avec des contradicteurs de service, des objecteurs à gages ou si d'aventure on fait venir un homme d'opposition ce sera, souvenez-vous du pénible face à face avec Guy Mollet, ce sera pour essayer de le ridiculiser, de mettre en accusation son passé sans lui permettre à son tour d'accuser le présent.

Nous reprenons les traditions d'antan. La force de frappe est redevenue tabou, il ne faut faire nulle peine, même légère, aux fabricants d'armes atomiques, la consigne est formelle, car elle existe, vous le savez je l'espère, cette consigne, et même si elle n'existait pas la servilité générale suffirait à faire le silence.

Par exemple, un journaliste m'interroge aux alentours du premier janvier sur mes vœux. Je réponds, je souhaite l'abolition de la force de frappe. Naturellement, ma réponse n'est pas publiée. Il y a quelques semaines, un jeune cinéaste vint me trouver, il voulait ma collaboration pour un petit film sur les dangers de la guerre atomique. J'accepte sans espoir de faire avec lui une petite séquence, mais je lui affirme que jamais nos pauvres paroles de sagesse et de raison ne passeront dans une salle publique et, bien entendu, c'est ce qui est arrivé.

Ne savons-nous pas d'ailleurs que la grande presse fait le silence quasiment sur nos réunions, sur nos congrès, sur nos marches, sur toutes les manifestations du M.C.A.A. ?

Ne savons-nous pas que l'on profite des divergences entre hommes de science pour faire croire au public que le danger atomique est tolérable, admissible ? Ne savons-nous pas que l'on veut faire passer les biologistes hostiles à la bombe pour des timorés, des maniaques de la sécurité ? Ne savons-nous pas que pour défendre la force de frappe on utilise tous les arguments, on fait flèche de tous les bois pourris jusqu'à exploiter sans vergogne le grand nom de Joliot-Curie ?

On dirait vraiment à les entendre que ce serait chose terrible que de calomnier cette force de frappe. On exagérerait si peu que ce soit les méfaits, désormais il nous faudra continuer de mener le combat avec les maigres moyens dont nous disposons. En face de ces usines de mensonges que sont les télévisions et les radios, nous ne sommes ici que de tout petits artisans de la vérité.

N'importe, nous persisterons à refuser, à protester ; nous dénoncerons les sinistres généticiens qui nous promettent pour l'an prochain une première génération de force nucléaire suivie, en 1968 d'une seconde génération et même une troisième, chacune plus meurtrière et plus coûteuse que la précédente mais toujours aussi périmée.

NOUS ne cesserons de rappeler les faits accusateurs et par exemple le dernier rapport de la Commission générale pour la Suisse : le lait consommé par les enfants dépassait, en 1963, les doses de strontium radio-actif qui touche à la limite de tolérance. Nous rappellerons que pour ce même pays la farine et le froment contiennent des doses de ces mêmes éléments qui atteignent la moitié de la dose limite.

Nous rappellerons que les Esquimaux, les Lapons et les Samoyèdes seront de 5 à 40 fois plus radio-actifs que les habitants des régions méridionales parce qu'ils se nourrissent de rennes qui, eux-mêmes, se nourrissent de lichen contaminé déjà par la radio-activité due aux explosions nucléaires.

Nous rappellerons que chez les bovins et les porcins aux Etats-Unis, la leucémie, entre 1952 et 1959, a augmenté de 300 p. 100 pour les premiers, de 400 p. 100 pour les seconds et qu'il n'y a au-

cune raison qu'il n'en soit pas de même pour les hommes, encore que beaucoup de gens m'écrivent : « Pourquoi accusez-vous les explosions nucléaires, il y avait des leucémies avant Hiroshima ! »

Nous rappellerons que les notions rassurantes de seuil tolérable ne valent que pour les effets connus de la radio-activité.

Nous rappellerons que contre les gens de mauvaise foi qui essaient de noyer le poisson et de mettre en opposition les biologistes et les physiciens, nous rappellerons que de toute manière, en dépit des sophismes dont on use, il n'y a pas de seuil critique pour le dommage infligé aux gènes, au patrimoine héréditaire, en sorte que toute explosion nucléaire, où qu'elle se produise, provoque une augmentation du nombre des infirmes, des tarés, des débiles et contribue à la décadence de l'espèce.

Nous rappellerons sans relâche que dans un monde où tant d'enfants meurent de faim, où tant de malades sont privés des soins nécessaires, les armes atomiques ne sont pas seulement du massacre en puissance et de la détérioration génétique en acte mais un délit de non-assistance à l'égard des peuples sous-développés puisque, pour le prix d'un seul engin de mort, ce sont des milliers de vies qu'on pourrait sauver. Pour notre pays même nous dénoncerons la honteuse disproportion entre les budgets de la mort et les budgets de la vie, entre les dépenses qu'exige la préparation des armes de guerre et les crédits affectés à la Santé publique, à l'Éducation, au logement, à la culture, à la recherche, à l'assistance aux vieillards, aux infirmes, aux enfants inadaptés, entre la munificence dont on fait preuve pour ce qui tue, détruit, et la lésinerie pour ce qui soulage ou qui sauve. Car nous sommes de ces mauvais citoyens, de ces esprits mal tournés, d'aimer mieux voir s'élever un hôpital qu'une usine de bombardiers, de ces mal-pensants pour qui les victoires ne se comptent pas en cadavres mais en vies épargnées.

Nous dénoncerons l'indécence de ces quêtes qu'on fait sur la voie publique pour le cancer, pour la tuberculose, alors que cette mendicité n'a d'autre motif que la carence d'un gouvernement qui s'obstine à dénier la priorité à l'essentiel.

Nous ferons appel aux jeunes, non encore pervertis par l'esprit de haine et de violence. N'est-ce pas à eux d'abord, qui refusent de périr sous les forces de frappe, qu'il appartient d'aider à l'œuvre de désarmement atomique, si nous ne voulons pas que l'homme succombe sottement, naïvement, ridiculement, aux effets d'une technique dont il n'aura pas su contrôler à temps le criminel usage.

TRAVAILLER à l'élimination de la menace atomique doit être le principal souci de tout bon citoyen du monde, l'obsession de tout membre raisonnable de la famille humaine au regard d'un si contraignant devoir, qu'est-ce qui ne paraît pas subsidiaire, facultatif, byzantin ?

On nous reproche de faire de la politique, mais il s'agit de bien autre chose, de morale et d'hygiène planétaire. On nous reproche d'être trop violents contre la violence atomique. Ce sont eux qui ont commencé. Moi, je pense qu'e s'il y a un nouvel Hiroshima les survivants nous reprocheront plutôt notre tiédeur et notre mollesse. Que tous les adversaires de la bombe, de l'atome de guerre s'unissent en un front commun, qu'ils oublient ce qui, par ailleurs, pourrait les séparer. Ils ne sont pas si nombreux. Ne gaspillons pas nos fureurs, ne galvaudons pas nos colères tant qu'il y a quelque part des usines atomiques.

Il n'est pas possible qu'un jour les peuples qui ont quand même leur mot à dire dans l'affaire ne s'insurgent contre les marchands de mégatonnes et ne secouent la dictature atomique.

Il n'est pas possible qu'ils ne se révoltent contre tous les jeanfoutres (excusez ce langage peu académique, l'exemple vient de haut). Il les convie à une immense partie de zigouillade, il n'est pas possible qu'ils n'arrivent, ces peuples, à fraterniser devant la menace commune.

Ah ! qu'ils comprennent enfin qu'il faut imposer un monde respirable où la civilisation ne pactise plus avec la barbarie, où la paix ne soit pas déshonorée d'être fille de la terreur. Un monde où la jeunesse puisse regarder au loin sans qu'aussitôt surgisse le spectre infâme, un monde où la science aujourd'hui responsable de tant de craintes retrouverait bonne conscience, un monde enfin où il n'y ait plus nulle part d'arsenal atomique, de tannière atomique, de force de frappe ni de président presse-bouton.

Jean Rostand a prononcé cette allocution au congrès national du M.C.A.A. des 26 et 27 février.